

Analyses et études (avril 2012)

J'ai repéré un certain nombre d'études et d'analyses qui m'ont semblé utiles pour enrichir l'approche de l'entrepreneuriat des TPE et PME et de la création d'entreprise ; j'en ai extrait les éléments qui me semblaient essentiels et nouveaux, en retravaillant par exemple certains tableaux que j'ai voulu plus explicites ou en complétant l'analyse, et si besoin en formulant quelques commentaires. J'ai voulu aussi citer les chiffres qui servent de cadrage à ces thématiques. André LETOWSKI

Dans ce document :

Création d'entreprise, auto-entrepreneuriat et TPE

- Chiffres création du premier trimestre 2012 : une nette reprise de la forme auto-entrepreneuriat au cours du premier trimestre 2012 au regard de 2011 *Chiffres Insee*
- Au 31 décembre 2011, 750 828 auto-entrepreneurs étaient toujours immatriculés, alors que 1 042 226 ont depuis janvier 2009 été immatriculés et 291 398 radiés ; le chiffre d'affaires moyen annuel, pour qui en a réalisé, est de 9 244€ en 2011
Communiqué de presse Acooss du 30 mars 2012
- La création d'entreprise en 2011 : une nette chute du nombre d'auto-entrepreneurs, notamment dans les activités où ces derniers sont le plus présent *Note d'analyse de l'APCE*
- Sans grand changement au fil des enquêtes : la moitié des auto-entrepreneurs exerce une autre « activité » ; leur âge moyen est de 47 ans ; près des 2/3 exercent dans les services (notamment aux entreprises) ; la moitié en tirent moins de 30% de leurs revenus ; 33% y consacrent au moins 80% de leur temps. *Observatoire de l'Auto Entrepreneur 7ème vague*

Reprises

- 45 105 reprises de fonds de commerce en 2011, en baisse au regard de 2008, avec un prix de vente moyen de 187 924€ en hausse *Bodacc/Altares*,
- 223 000 entreprises ont en Ile-de-France un dirigeant de 55 ans et plus, dont 88 000 avec au moins un salarié ; ils sont 35% des dirigeants *Crocis (CCI Paris)*,

Pérennité et défaillances

- Un taux de pérennité à 3 ans de 82% pour les reprises d'entreprises de Haute-Savoie. *CCI et Agence économique de Haute-Savoie « lettre de l'observatoire de la création d'entreprise en Haute-Savoie » avril 2012*
- Les défaillances : la forte hausse connue en 2009 ne s'atténue que fort modérément en 2011 et début 2012 ; les plus fragiles sont les plus petites entreprises et les plus récentes. *Altares*

Sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat

- Sensibilisation/formation des jeunes à l'entrepreneuriat : 146 000 étudiants de l'enseignement supérieur sont inscrits dans des programmes d'action (les pôles entrepreneuriat étudiants) *Entrepreneuriat Etudiants dans l'enseignement supérieur, mission de coordination nationale*

Parc des entreprises

- Selon la nouvelle définition des entreprises des secteurs marchands non agricoles, les TPE (moins de 10 salariés) regroupaient en 2009 19% des salariés, contre 31% pour les 217 entreprises de plus de 5000 salariés, filiales comprises, seulement 28% pour les PME (10 à 249

salariés) et 23% pour les ETI ; 64% des salariés travaillent dans des groupes. *INSEE Première N° 1399 « Un tissu productif plus concentré qu'il ne semblait : nouvelle définition et nouvelles catégories d'entreprises »*

- En 2010, l'INSEE dénombre 2,382 millions de non-salariés pour un total de 26,241 millions salariés, soit 9,1% de l'ensemble des emplois (publics et privés, agriculture comprise) *Données issues de comparaisons départementales des fichiers INSEE*
- L'économie sociale et solidaire emploie un salarié sur dix dans le Grand Lyon fin 2009 *Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise*

Conjoncture

- En 2011, l'amorce de croissance enregistrée en 2010 ne se transforme pas en véritable reprise : toutes professions confondues l'indice d'activité des TPE progresse de 1,9 % (contre +0,7 % en 2010) *FCGA*
- Comme dans les enquêtes précédentes, les TPE sont toujours plus pessimistes que les PME, sans réellement afficher d'amélioration *Baromètre du Conseil Supérieur de l'ordre des Experts-Comptables*

Le financement

- 60% des TPE/PME disent avoir besoin de financement soit d'investissement (36%) soit d'exploitation (31%), alors que 40% n'expriment pas de besoin spécifique ; une situation qui s'améliore plutôt. *Baromètre KPMG/CGPME*
- 4 000 business angels au 31 décembre 2011, 327 entreprises financées pour un montant investi de 44,5 millions € (effet de levier de 2,5) contribuant à 2 400 emplois *Fédération française des Business Angels*
- Le capital risque pèse toujours aussi peu dans le capital investissement ; il concerne en 2011, 371 entreprises (sur 1 694) pour un montant de 597 millions € (sur un total de 9 738 millions investis) *AFIC*

Secteurs d'activité

- Le marché des articles de sport en France a été en croissance en 2011 autour de +2% et 9,3 milliards d'euro de chiffre d'affaires. Chaussures de sport/loisirs et cycles ont été les rayons les plus dynamiques. *Fédération professionnelle des sports et des loisirs*
- 52 000 employeurs d'intermittents du spectacle au 3e trimestre 2011 pour 166 400 salariés intermittents *Pôle Emploi*

Les ressources humaines et l'emploi

- CAP : sa pertinence est maintenue comme atout pour entrer dans l'artisanat mais pas dans l'industrie, où il est relayé par les bac pro et les BTS *Cereq*
- 24% des apprentis appartiennent au BTP, un propos pour illustrer le texte précédent *CCCA-BTP*
- 42% des jeunes sortis de l'école en 2007 étaient diplômés de l'enseignement supérieur ; 80% de l'ensemble des jeunes ont accédé à un emploi (le plus souvent en CDD) en moins de 6 mois. 3 ans après, près des ¾ sont au travail alors que 12% ont décroché. *Cereq*
- 38% des immigrés travaillent dans les services, 20% dans le commerce et 12% dans la construction (certes 2 fois plus que les français dans ce secteur) *Infos migrants*
- Les niveaux de diplôme des immigrés : 40% sans diplôme ou de niveau enseignement primaire, 21% diplômés de l'enseignement secondaire et 21% issus de l'enseignement supérieur (à comparer aux français, respectivement 21, 53 et 26%) *Infos migrations*
- En 2010, 92 % des nouveaux migrants, se déclaraient satisfaits de leur expérience en France. *Infos migrations*

Rapports et propositions (non commentés)

- CESE « Gagner la bataille de l'exportation avec les PME » *Jean-François Roubaud_Février 2012*
- Les grandes tendances de l'avenir *Croissance plus*
- « Tableau de bord national de l'emploi et de la formation dans le BTP » édition 2011 *CCCA-BTP*
- Les propositions fiscales des experts-comptables *Ordre des experts-comptables*
- « Manifeste des 5 000 PME innovantes de la filière tic » *porté par les pôles de compétitivité*
- « L'évolution de la géographie du commerce de détail : une approche par les déclarations annuelles de données sociales » *CREDOC*
- « Ensemble, réindustrialiser la France pour la croissance et l'emploi » *Rapport final 2010 du 24 février 2012, validé par les membres de la Conférence Nationale de l'industrie*

Création d'entreprise, auto-entrepreneuriat et TPE

Chiffres création du premier trimestre 2012 : une nette reprise de la forme auto-entrepreneuriat au cours du premier trimestre 2012 au regard de 2011

Chiffres Insee

Cette évolution favorable fait suite à une évolution défavorable pour le 4ème trimestre de l'année précédente

| | Auto-entrepreneur | Non auto-entrepreneur | total |
|---|-------------------|-----------------------|---------|
| 1 ^{er} trimestre 2012 | 85 645 | 70 851 | 156 496 |
| 1 ^{er} trimestre 2011 | 77 245 | 72 510 | 149 755 |
| Evol 2012/2011 en % | +10,9 | -2,3 | +4,5 |
| Evol du 4ème trimestre 2011, comparé à celui de 2010 en % | -12,5 | -1,6 | -7,8 |

Les indices par trimestre depuis début 2011 confirment cette observation, alors que les autres créations atteignent tout juste le même niveau qu'en début 2011 :

| | Base 1 ^{er} trimestre 2011 | T2 2011 | T3 2011 | T4 2011 | T1 2012 |
|------------------|---|---------|---------|---------|---------|
| AE | 77 245 AE soit un indice de 100 | 96 | 86 | 95 | 111 |
| Autres créateurs | 72 510 autres créateurs soit un indice de 100 | 89 | 79 | 88 | 98 |

L'évolution plus favorable en auto-entrepreneur touche plutôt les activités où ces derniers sont moins présents ; observons l'évolution du premier trimestre 2012 au regard du premier trimestre 2011 par activité :

| | Evol AE | Evol autres créations | Evol toutes créations |
|----------------------------------|---------|-----------------------|-----------------------|
| Industrie | +36,8 | -15,0 | +11,1 |
| Info, communication | +28,5 | +1,7 | +18,0 |
| Construction | +23,0 | -4,9 | +8,1 |
| HCR | +18,8 | -0,9 | +4,6 |
| Santé, éducation | +13,1 | +8,4 | +10,9 |
| Moyenne | +10,9 | -2,3 | +4,5 |
| Autres services aux particuliers | +6,3 | +0,3 | +5,0 |
| Immobilier | +4,0 | -0,2 | +0,4 |
| Commerce détail et gros | +3,5 | -4,2 | -0,3 |
| Autres services aux entreprises | +3,4 | +1,0 | +2,4 |

Au 31 décembre 2011, 750 828 auto-entrepreneurs étaient toujours immatriculés, alors que 1 042 226 ont depuis janvier 2009 été immatriculés et 291 398 radiés ; le chiffre d'affaires moyen annuel, pour qui en a réalisé, est de 9 244€ en 2011

Communiqué de presse AcoSS du 30 mars 2012

Noter la chute du nombre d'immatriculations en 2011, 299 560 contre 406 656 en 2010 (-26% au regard de 2010) et 336 010 en 2009.

En 2010, 91 430 auto-entrepreneurs ont été radiés ou se sont radiés, dont 60% n'ayant réalisé aucun chiffre d'affaires et 10% pour changement de statut ; 23% des radiés ont bénéficié de l'exonération ACCRE.

Rappelons que fin 2011, les services dominant très largement parmi les auto-entrepreneurs toujours immatriculés : 29,5% dans les services aux entreprises, 27% dans les services aux particuliers, 24% dans le commerce et les HCR, 14% dans la construction et 5,5% dans l'industrie.

177 467 ont été radiés ou se sont radiés en 2011 (ce sont surtout des radiations automatiques), avec un taux moyen de 23,6% ; 7 activités ont connu des taux élevés de radiation :

- 3 groupes d'activité avec peu d'immatriculations (1,7% des radiations) : les télécommunications (43,4% de taux de radiation), les activités financières et d'assurance (36,2%), les transports (30,4%)
- 4 groupes avec un grand nombre d'immatriculations (37% des radiations) : le commerce dont le commerce et réparation auto (28,6%), l'informatique (28%), les services administratifs et de soutien aux entreprises (26,6%)

Par contre 5 activités font état de taux faibles de radiation : la santé (12,2%), la R&D (14,3%), l'éducation (15,7%), l'industrie (17,7%) et les arts, spectacles et activités récréatives (19,9%).

Le chiffre d'affaires moyen par trimestre oscille de 2 950 à 3 738€ depuis le premier trimestre 2009. Entre 45 et 50% selon les trimestres 2010 ou 2011 ont réalisé un chiffre d'affaires au cours du trimestre.

En 2011, 41,6% n'ont réalisé aucun chiffre d'affaires si l'on prend en compte toute l'année, 30% de 1 à 5 000€, 10% de 5 à 10 000€, 10% de 10 à 20 000€, 4,9% de 20 à 30 000€ et 3,6% plus de 30 000€. Ainsi **près de 70 000 ont réalisé au moins 20 000€ de chiffre d'affaires en 2011.**

Le chiffre d'affaires moyen annuel a évolué favorablement depuis 2009 du fait de l'accroissement du nombre d'auto-entrepreneurs actifs entre 2010 et 2011 (+27%), nettement moins du fait de l'accroissement du chiffre moyen par entreprise (+11%) ; il passe de 6 299€ en 2009, à 8 316 en 2010 puis **9 244€ en 2011** pour ceux ayant fait au moins une déclaration positive au cours d'un trimestre de l'année concernée. Cette moyenne bouge peu selon les activités : elle est **un peu plus importante pour ceux relevant des BNC** que pour ceux qui vendent en l'état ou encore que pour les autres prestataires.

Ci-dessous **les principales activités**, avec le % d'auto-entrepreneurs (au regard de l'ensemble des créateurs immatriculés en 2009 et toujours en activité fin 2011, et par ailleurs non salariés de leur entreprise), le poids des auto-entrepreneurs radiés en 2011, l'importance de l'activité au sein des auto-entrepreneurs, et le % d'auto-entrepreneurs ayant réalisé du chiffre d'affaires ; exemple 82% des « indépendants » du secteur éducation sont des auto-entrepreneurs, avec un taux de radié en 2011 de 16%, un poids au sein des auto-entrepreneurs de 7% et un taux de réalisation de chiffre d'affaires de 56% (44% n'ont donc pas déclaré de recettes en 2011).

| Activité | Nbre auto-entrepreneur (AE) | Nbre autres indépendants | Total en activité fin dec 2011, Immatriculés depuis 2009 | % AE | % AE radiés en 2011 | % dans total AE | % AE en activité |
|---|-----------------------------|--------------------------|--|------|---------------------|-----------------|------------------|
| Activités de service aux entreprises dont | | | | | | | |
| Activités scientifiques et techniques | 53 678 | 14 239 | 67 917 | 79 | 23 | 7,1 | 61 |
| Activités informatiques | 33 576 | 12 507 | 46 083 | 73 | 28 | 4,5 | 65 |
| Services administratifs et de soutien | 49 537 | 22 348 | 71 885 | 69 | 27 | 6,6 | 65 |
| Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie | 64 570 ? | 49 365 | 113 935 | 57 | 24 | 8,6 | 62 |
| Activités de service aux particuliers dont | | | | | | | |
| Education | 52 703 | 11 488 | 64 191 | 82 | 16 | 7,0 | 56 |
| Arts, spectacles, activités récréatives | 34 913 | 9 319 | 44 232 | 79 | 20 | 4,6 | 59 |
| Autres activités de service | 94 160 | 31 730 | 125 890 | 75 | 23 | 12,5 | 64 |
| Finances et assurances | 3 737 | 9 844 | 13 581 | 28 | 36 | 0,5 | 73 |
| Santé | 19 454 | 60 362 | 79 816 | 24 | 12 | 2,6 | 54 |
| Commerce | | | | | | | |
| De détail et de gros, dont auto | 153 753 | 136 330 | 290 083 | 53 | 29 | 20,5 | 67 |
| Immobilier | 8 182 | 26 377 | 34 559 | 24 | 25 | 1,1 | 64 |
| HCR | 19 729 | 72 309 | 92 038 | 21 | 25 | 2,6 | 66 |
| Construction | | | | | | | |
| Construction | 104 389 | 94 676 | 199 065 | 52 | 22 | 13,9 | 62 |
| Total | | | | | | | |
| | 750 028 | 679 104 | 1 429 932 | 52,5 | 23,6 | 100,0 | 63 |

La création d'entreprise en 2011 : une nette chute du nombre d'auto-entrepreneurs, notamment dans les activités où ces derniers sont le plus présent

Note d'analyse de l'APCE « la création d'entreprise en France en 2011 »

Rappel des grands flux de création (auto-entrepreneurs compris) depuis 2000 ; la proximité de certaines années a conduit à établir des moyennes :

| Années | Moyenne 2000-2002 | 2003 | Moy 2004-2006 | Moy 2007-2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--------|-------------------|---------|---------------|---------------|---------|---------|---------|
| Nombre | 214 769 | 238 971 | 275 204 | 328 762 | 580 193 | 622 039 | 549 805 |

La diminution du nombre de création en 2011 résulte principalement de la baisse importante de celles inscrites sous le régime de l'auto-entrepreneur (- 19 % au regard de 2010), alors que les autres créations sont restées stables (- 2 %).

55% des créations entre 2009 et 2011 sont en moyenne le fait d'auto-entrepreneur ; leur nombre est passé de 320 019 en 2009, à 358 588 en 2010 puis 291 721 en 2011 ; noter le décalage entre les chiffres Acoss et INSEE, du fait d'une comptabilisation quelque peu différente dû au positionnement de chacun des organismes dans la chaîne d'information.

La situation en 2011, au regard de 2010 est la suivante :

| Activités | Nbre création 2011 | Répartition 2011 en % | Ratio d'AE 2011* | Répartition des AE | Evol nbre AE 2011/2010 | Evol non AE 2011/2010 |
|----------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------|--------------------|------------------------|-----------------------|
| Activités de type service | 250 002 | 45,5 | 121 | 47,0 | -18,9 | +1,3 |
| Courtage | 13 150 | 2,4 | 44 | 1,4 | -11,1 | -11,4 |
| Transports | 9 489 | 1,7 | 38 | 0,9 | -8,8 | +1,0 |

| | | | | | | |
|---|----------------|--------------|------------|--------------|--------------|-------------|
| Activités scientifiques/techniques | 81 603 | 14,8 | 145 | 16,6 | -21,9 | -0,5 |
| Soutien aux entreprises | 35 448 | 6,4 | 149 | 7,3 | -23,2 | +1,5 |
| Info/communication | 26 212 | 4,8 | 171 | 5,7 | -20,1 | +2,6 |
| Enseignement | 25 052 | 4,6 | 421 | 6,9 | -14,5 | +2,0 |
| Arts, spectacles et activités récréatives | 16 773 | 3,1 | 366 | 4,5 | -20,0 | +2,8 |
| Santé | 29 343 | 5,3 | 44 | 3,1 | 0,0 | +9,7 |
| Activités financières | 12 928 | 2,4 | 14 | 0,6 | -15,3 | +3,0 |
| Activités de type commerce | 193 063 | 35,1 | 109 | 34,4 | -19,4 | -3,2 |
| Commerce de détail | 77 137 | 14,0 | 154 | 16,0 | -17,7 | -5,7 |
| Commerce de gros | 11 452 | 2,1 | 22 | 0,7 | -21,2 | -5,0 |
| Commerce de bouche | 2 089 | 0,4 | 24 | 0,1 | -15,0 | -2,9 |
| Immobilier | 18 888 | 3,4 | 17 | 0,9 | -5,2 | +8,3 |
| Hébergement, restauration | 25 826 | 4,7 | 43 | 2,6 | -11,3 | -3,2 |
| Services en direction des personnes (coiffure, pressing...) | 43 722 | 8,0 | 347 | 11,6 | -25,5 | -11,7 |
| Vente et réparation automobile | 13 049 | 2,5 | 107 | 2,5 | -9,4 | -0,2 |
| Activités de type secondaire | 106 740 | 19,5 | 105 | 18,7 | -16,6 | -7,9 |
| Industrie | 25 045 | 4,6 | 142 | 5,0 | -2,0 | -29,6 |
| Construction | 81 695 | 14,9 | 96 | 13,7 | -20,9 | -0,3 |
| Tous secteurs | 549 805 | 100,0 | 113 | 100,0 | -18,6 | -2,3 |

*nombre de créations auto-entrepreneur pour 100 créations non auto-entrepreneur

Si les entreprises individuelles dominent largement le paysage du fait des auto-entrepreneurs, elles sont en régression au regard de 2010, alors que les créations de société, notamment unipersonnelle sont en hausse :

| | Entreprises individuelles | | Sociétés | | | |
|---------------------|---------------------------|--------|---------------------------------|--------|--------|--------|
| | AE | Autres | Unipersonnelles (EURL, SASU...) | SARL | SAS | Autres |
| Nombre en 2011 | 291 721 | 91 410 | 60 891 | 82 202 | 15 573 | 7 999 |
| Evolution 2011/2010 | -18,6 | -8,9 | +31,0 | -12,4 | +1,8 | -1,9 |

La progression en nombre de création des régions depuis le passage à l'auto-entrepreneuriat (évolution 2008-2011) va de +50% pour la Corse à + 84% pour le Nord-Pas-de-Calais. Les régions du nord et de l'est sont celles qui ont le plus profité de l'auto-entrepreneuriat, alors qu'elles ont les plus faibles densités en création d'entreprise (hors l'Île-de-France) ; noter toutefois que la hausse des créations a été tout autant présente entre 2002 et 2008.

Le tableau ci après classe les régions de la plus forte évolution à la plus faible, permettant dans le même temps une comparaison avec la situation 2002-2008 antérieure à l'auto-entrepreneuriat (entre 43 et 81%)

| | Evol 08-11 | Evol 02-08 | Nombre création 2011 | Répartition 2011 | % AE en 2011 |
|----------------------|------------|------------|----------------------|------------------|--------------|
| Nord-Pas-de-Calais | +84,3 | +70,9 | 24 427 | 4,6 | 56,5 |
| Picardie | +82,1 | +67,0 | 11 024 | 2,1 | 53,0 |
| Île-de-France | +71,1 | +45,8 | 133 184 | 25,1 | 50,8 |
| Centre | +70,6 | +73,7 | 16 127 | 3,0 | 56,5 |
| Champagne-Ardenne | +70,5 | +58,7 | 7 894 | 1,5 | 58,7 |
| Haute-Normandie | +68,8 | +80,6 | 10 621 | 2,0 | 56,9 |
| Franche-Comté | +68,5 | +61,1 | 7 011 | 1,3 | 56,1 |
| Poitou-Charentes | +66,9 | +71,2 | 12 042 | 2,3 | 50,2 |
| Aquitaine | +66,7 | +60,6 | 29 456 | 5,6 | 56,7 |
| Rhône-Alpes | +66,1 | +55,9 | 56 350 | 10,6 | 51,2 |
| Languedoc-Roussillon | +65,9 | +47,4 | 30 411 | 5,7 | 52,9 |
| Basse-Normandie | +65,9 | +59,1 | 8 796 | 1,7 | 54,8 |
| Midi-Pyrénées | +65,7 | +57,8 | 25 299 | 4,8 | 53,8 |
| Bourgogne | +62,9 | +71,0 | 10 278 | 1,9 | 57,1 |
| Paca | +62,5 | +42,6 | 61 419 | 11,6 | 55,7 |

| | | | | | |
|-----------------------------|-------|-------|---------|-----|------|
| Pays-de-la-Loire | +61,5 | +66,1 | 22 344 | 4,2 | 53,0 |
| Auvergne | +60,7 | +60,2 | 29 456 | 5,6 | 53,1 |
| Lorraine | +60,4 | +57,2 | 14 486 | 2,7 | 59,9 |
| Alsace | +60,4 | +78,5 | 13 136 | 2,5 | 55,3 |
| Bretagne | +58,6 | +60,9 | 19 438 | 3,7 | 53,9 |
| Limousin | +57,0 | +70,6 | 4 316 | 0,8 | 55,5 |
| Corse | +50,4 | +51,2 | 3 868 | 0,7 | 53,3 |
| Total France métropolitaine | +67,5 | +55,2 | 529 992 | 100 | 53,6 |

Sans grand changement au fil des enquêtes : la moitié des auto-entrepreneurs exercent une autre « activité » ; leur âge moyen est de 47 ans ; près des 2/3 exercent dans les services (notamment aux entreprises) ; la moitié en tirent moins de 30% de leurs revenus ; 33% y consacrent au moins 80% de leur temps.

Observatoire de l'Auto Entrepreneur 7ème vague, avril 2012

Étude quantitative réalisée auprès d'un échantillon de 1175 créateurs d'auto-entreprise interrogé par téléphone sur système CATI entre le 28 mars et le 6 avril 2012 ; cette enquête a été « réalisée par OpinionWay pour l'Union des Auto-Entrepreneurs et la Fondation Le Roch Les Mousquetaires ».

17% des personnes interrogées ne sont plus auto-entrepreneurs, majoritairement parce qu'ils ont abandonné (42%) ou ont cessé parce que cela ne marchait pas (32%) ; seul 6% disent avoir été radiés, alors que 18% ont changé de statut (soit 3% des auto-entrepreneurs interrogés).

Les 2/3 de ceux toujours en activité souhaitent conserver ce statut ; 15% envisagent d'arrêter et 20% évoluer vers un statut d'entreprise classique (24% dans moins d'un an).

43% sont des femmes ; 42% ont plus de 50 ans (dont 19% plus de 60 ans), 28% de 40 à 49 ans, et 30% moins de 40 ans (dont 12% moins de 30 ans), avec **un âge moyen de 47 ans**, près de 10 ans de plus que les autres créateurs. **La moitié « exerce » par ailleurs une autre activité** (29% comme salariés, 19% sont retraités dont 39% des ex cadres, 2% sont étudiants) ; 9% disent être chômeurs et 41% ne sont qu'auto-entrepreneurs (dont 47% de femmes et 64% dans le BTP).

63% sont localisés dans les services (dont 39% dans les services aux entreprises et 24% dans les services aux particuliers) ; 19% le sont dans le commerce, 13% dans le BTP et 5% dans l'industrie.

La moitié y consacre moins de la moitié de leur temps (31% moins de 30% de leur temps, 15% entre 30 et 50%), et **33% au moins 80% de leur temps** ; ceux qui consacrent le plus de temps sont dans le BTP, ou envisagent de changer de statut à terme.

23% en tirent au moins 80% de leur revenu, alors que **51% y trouvent moins de 30% de leur revenu**.

Le chiffre d'affaires moyen pour ceux qui en ont réalisé est de 10 545€ (12 856€ pour ceux qui ont créé en 2009, 11 634€ pour ceux qui l'ont fait en 2010) ; **61% réalisant moins de 10 000€** et 16% plus de 20 000€.

Les 2/3 estiment n'avoir pas pris de risque important en créant sous cette forme ; **61% ont par ailleurs confiance dans l'avenir de leur auto-entreprise**, ceci d'autant plus que le revenu tiré de leur entreprise est élevé et que la création est ancienne ; toutefois cet indice de confiance de 61% était de 70% en novembre 2009.

Reprises

45 105 reprises de fonds de commerce en 2011, en baisse au regard de 2008, avec un prix de vente moyen de 187 924€ en hausse

Bodacc/Altarex, « baromètre : ventes et cessions de fonds de commerce, annonces publiées au Bodacc entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2011

Le baromètre BODACC porte sur l'exploitation de l'ensemble des annonces de ventes et cessions publiées au BODACC depuis 2008. Les mentions clés publiées au BODACC, à savoir la date de l'acte, les coordonnées du repreneur, le montant d'acquisition du fonds et les coordonnées du précédent propriétaire ont été enrichies de données complémentaires extraites des bases de données Altarex.

Le marché de la cession de fonds de commerce a été dynamique en 2011 avec un prix moyen de vente de 187 924 € en hausse de 6,8 % par rapport à 2010, avec une hausse de 2,2% du nombre de transactions. **45 105 fonds de commerce ont changé de main en 2011** pour un montant global de 9,5 milliards d'€.

Le nombre de transactions est stable depuis 2009, mais en baisse au regard de 2008 :

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre de transactions | 54 023 | 43 764 | 44 147 | 45 105 |
| Prix moyen en € | 176 002 | 174 509 | 176 017 | 187 924 |

Si les créateurs d'entreprise signent plus de la moitié des actes de reprise, **le nombre de repreneurs de plus de 10 salariés (des PME cherchant à grandir ou se renforcer), particulièrement ceux créés il y a plus de 15 ans, a augmenté de 15 %.**

Plus de 6 opérations sur 10 se concentrent dans les activités de commerce ou d'hébergement-restauration-débits de boisson mais c'est dans la construction et les services aux entreprises que la hausse des prix moyens de cession a été la plus forte (+ 14 %). L'Île de France et Nord-Pas-de-Calais captent les transactions les plus chères à plus de 200 000 €.

3 ans après la reprise, 88% sont toujours en activité (66% pour les créations).

74 % des 45 000 achats sont des structures de moins de 3 salariés. Ce volume est relativement stable sur un an (+0,6 %) tandis que le prix moyen payé augmente de 5 % à 145 374 € (en progression depuis 2008).

A partir de 3 salariés, les prix de cession augmentent rapidement : 273 697€ pour une entreprise de 3 à 9 salariés et 354 494€ pour une entreprise de 10 à 249 salariés.

| | Transactions 2011 | | | Prix des transactions | | | | |
|------------------------------------|-------------------|-------------|------------|-----------------------|---------|---------|---------|------------|
| | Nbre | Répartition | Evol 11/10 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Evol 11/10 |
| Entreprises de moins de 3 salariés | 33 304 | 73,8 | +0,6 | 100 374 | 129 925 | 138 450 | 145 374 | +5,0 |
| De 3 à 9 salariés | 7 678 | 17,0 | +2,9 | 243 043 | 231 684 | 252 462 | 273 697 | +8,4 |
| DE 10 à 249 salariés | 3 481 | 7,7 | +15,6 | 371 164 | 342 963 | 334 886 | 353 404 | +5,9 |
| 250 salariés et plus | 642 | 1,4 | +13,2 | 479 086 | 508 582 | 348 888 | 523 654 | +50,1 |
| Total | 45 105 | 100,0 | +2,2 | 176 002 | 174 509 | 176 017 | 187 924 | +6,8 |

Les PME de plus de 10 salariés (moins d'une transaction sur dix), ont nettement augmenté en nombre.

Les reprises se font essentiellement sous forme sociétale (80% des reprises), notamment en SARL (66%) :

| | Transactions 2011 | | | Prix des transactions | | | | |
|-------------------------|-------------------|-------------|------------|-----------------------|---------|---------|---------|------------|
| | Nbre | Répartition | Evol 11/10 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Evol 11/10 |
| SARL | 29 767 | 66 | +6,0 | 169 308 | 170 073 | 171 391 | 180 082 | +5,1 |
| Entreprise individuelle | 8 971 | 20 | -9,1 | 106 874 | 98 033 | 99 754 | 103 264 | +3,5 |
| SA/SAS | 4 900 | 11 | +27,5 | 413 275 | 372 191 | 327 597 | 340 615 | +4,0 |
| Autres | 1 467 | 3 | -37,6 | 375 214 | 373 575 | 406 965 | 368 843 | -9,4 |
| Total | 45 105 | 100,0 | +2,2 | 176 002 | 174 509 | 176 017 | 187 924 | +6,8 |

54% des acheteurs sont des nouveaux entrants, alors que 49% des vendeurs sont depuis au moins 10 ans en activité dans l'entreprise vendue :

| Activité dans le « métier » ou l'entreprise | Moins d'un an | De 1 à 2 ans | De 3 à 5 ans | De 6 à 10 ans | De 11 à 15 ans | 16 ans et plus | Total |
|---|---------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|-------|
| Acheteur | 54,4 | 18,3 | 5,5 | 7,3 | 4,3 | 10,2 | 100 |
| Vendeur | 0,5 | 8,0 | 19,5 | 23,2 | 13,4 | 35,5 | 100 |

Les prix de vente varient beaucoup selon les activités :

| Activités principales | Nbre transactions 2011 | Répartition | Prix moyen 2011 | Evol prix entre 2008 et 2010 | Observations : prix de cession 2011 pour autres activités du secteur |
|--|------------------------|-------------|-----------------|------------------------------|---|
| HCR dont | 14 359 | 31,8 | 158 763 | 146 406/152 966 | Hébergement : 314 962 |
| Restauration | 10 756 | 23,8 | 139 227 | 127 560/133 345 | Débit de boisson : 168 452 |
| Commerce (détail, gros, auto...) dont | 13 583 | 30,1 | 253 478 | 242 831/243 496 | Sports et loisirs : 159 676 |
| Détail alimentaire | 2 193 | 4,9 | 140 964 | 121 432/127 628 | Bricolage/équipement du foyer : 123 818 |
| Com/rep auto | 1 729 | 3,8 | 129 563 | 127 676/131 991 | Commerce interentreprises au nombre de 1 456, avec de fortes différences selon l'activité : de 156 700 (centrale d'achat) à 355 200 (équipements informatiques) |
| Soins à la personne/optique | 1 691 | 3,7 | 963 632 | 965 463/996 534 | |
| Commerce habillement | 1 448 | 3,2 | 149 275 | 121 595/150 905 | |
| Industrie dont | 4 763 | 10,6 | 199 909 | 196 433/199 481 | De 91 399 (imprimerie), à 102 047 (maintenance), 327 898 (mécanique G), à 1 070 688 (chimie, pharmacie) |
| IAA (boulangerie...) | 3 173 | 7,0 | 185 730 | 184 029/202 680 | |
| Services aux particuliers dont | 3 585 | 7,9 | 68 698 | 69 224/71 255 | Autres services à la personne : 76 835 |
| Coiffure, esthétique | 2 757 | 6,1 | 66 864 | 66 966/68 239 | Activité de réparation : 69 282 |
| Construction dont | 3 480 | 7,7 | 119 493 | 104 615/115 662 | Santé : 344 894 |
| bâtiment | 2 578 | 5,7 | 95 734 | 87 742/95 798 | Enseignement : 83 517 |
| Services aux entreprises dont | 2 335 | 5,2 | 206 615 | 168 056/180 886 | Travaux publics : 324 489 |
| Services techniques | 1 089 | 2,4 | 252 182 | 171 215/215 281 | Agence immobilière : 110 532 |
| transports | 721 | 1,6 | 175 164 | 175 054/193 514 | Activité soutien aux entreprises : 121 517 |
| | | | | | Sécurité : 197 661, Voyage : 95 813 |
| | | | | | Cabinet RH : 121 820 |
| | | | | | Informatique : entre 242 959 et 252 225 |

Des prix plutôt plus élevés au nord qu'au sud : les régions les plus chères sont l'Île de France (prix moyen 2011, 243 753€) et le Nord-Pas-de-Calais (222 019€). Quatre régions se tiennent ensuite dans un mouchoir de poche proches de 195 K€ ; Aquitaine, Bretagne, Champagne-Ardenne et Picardie où les prix de cessions augmentent rapidement. Les régions Limousin, Auvergne, Bourgogne et Franche-Comté affichent les transactions les plus faibles (140 et 160 K€).

L'étude détaille ce type de données par activité fine et par département.

223 000 entreprises ont en Ile de France un dirigeant de 55 ans et plus, dont 88 000 avec au moins un salarié ; ils sont 35% des dirigeants en activité.

Crocis (CCI paris), transmission d'entreprises en Ile-de-France N°5 « Panorama 2012 de la cession-reprise d'entreprises en Ile-de-France »

57% des entreprises concernées sont des services, 24% des commerces (dont de détail 14%, de gros 8,5%), 8,2% de la construction et 5,1% de l'industrie.

63% des entreprises concernées n'ont pas de salarié, 26% de 1 à 2 salariés et 6% plus de 10 salariés ; ce sont les services, le commerce de détail et la construction qui ont le plus souvent moins de 5 salariés :

| | Pas de salarié | De 1 à 5 | Sous-total | De 6 à 9 | De 10 à 19 | De 20 à 49 | ST : plus de 10 sal | Total |
|-----------------------------|----------------|----------|------------|----------|------------|------------|---------------------|-------|
| Autres services | 70,6 | 21,4 | 92,0 | 3,7 | 2,6 | 1,7 | 4,3 | 100 |
| Commerce de détail | 59,1 | 31,7 | 90,8 | 5,3 | 2,8 | 1,2 | 4,0 | 100 |
| Construction | 51,7 | 34,4 | 86,1 | 6,9 | 4,0 | 3,0 | 7,0 | 100 |
| Commerce de gros | 60,0 | 25,9 | 85,9 | 5,9 | 4,8 | 3,3 | 8,1 | 100 |
| Industrie | 50,7 | 27,2 | 77,9 | 8,4 | 7,4 | 6,2 | 13,6 | 100 |
| HCR | 38,5 | 38,4 | 76,9 | 11,3 | 8,1 | 3,8 | 11,9 | 100 |
| Commerce et Réparation auto | 37,0 | 36,9 | 73,9 | 13,2 | 8,1 | 4,9 | 13,0 | 100 |
| Total | 62,2 | 25,8 | 88,0 | 5,2 | 3,6 | 2,3 | 5,9 | 100 |

Si les **dirigeants de plus de 55 ans sont en moyenne 34,6%**, ils sont plus nombreux dans l'industrie (37,6%) et nettement moins dans la construction (24,7) :

| | Industrie | Commerce détail | Commerce gros | Autres services | Commerce Rep auto | HCR | Construction | Moyenne |
|----------------------|-----------|-----------------|---------------|-----------------|-------------------|------|--------------|---------|
| % des plus de 55 ans | 37,6 | 36,3 | 35,8 | 35,8 | 30,3 | 30,3 | 24,7 | 34,6 |

Pérennité et défaillances

Les défaillances : la forte hausse connue en 2009 ne s'atténue que fort modérément en 2011 et début 2012 ; les plus fragiles sont les plus petites entreprises et les plus récentes.

Altarex « analyses 1^{er} trimestre 2012 : défaillances et sauvegarde d'entreprise en France » et Alt ares/Deloitte « L'entreprise en difficulté en France : dessiner la sortie de crise » mars 2012

Les évolutions les plus défavorables avec la crise ont bien plus touché les 3 à 9 salariés et les créations les plus récentes (moins de 5 ans) ; ceci étant, depuis 2009, la situation s'est un peu améliorée pour ces entreprises, alors qu'elle se détériorait pour les plus de 50 salariés et les plus de 15 ans d'âge.

Les défaillances (liquidations-68% des défaillances- et redressements judiciaires) par tranche de salarié ont été les suivantes depuis 2002 ; **même si les défaillances ont globalement chuté de 5,5% entre 2011 et 2009, elles sont toujours à un haut niveau au regard de la moyenne 2002-2006 (+23%) :**

| | Nombre défaillances (LJ et RJ) | | | Evolution | | | |
|----------------------|--------------------------------|--------|--------|--------------------|-----------|-----------|---|
| | Moyenne 2002/2006 | 2009 | 2011 | 2009/moy 2002-2006 | 2011/2009 | 2011/2010 | 1erTrimestre 2012/1 ^{er} T 20 11 |
| 0 salarié ou inconnu | 21 990 | 26 579 | 25 724 | +20,9 | -3,2 | -0,3 | -2,8 |
| 1 et 2 salariés | 12 666 | 16 008 | 15 808 | +26,4 | -1,2 | +1,9 | +2,6 |
| 3 à 5 salariés | 5 856 | 9 354 | 8 337 | +59,7 | -10,9 | -4,9 | +3,9 |
| 6 à 9 salariés | 2 909 | 4 748 | 4 076 | +63,2 | -14,2 | -5,4 | -3,8 |
| 10 à 19 salariés | 2 268 | 2 910 | 2 588 | +28,3 | -11,1 | -0,9 | +7,4 |
| 20 à 49 salariés | 1 170 | 1 455 | 1 253 | +24,4 | -13,9 | -4,0 | +0,6 |
| 50 salariés et plus | 464 | 541 | 409 | +16,6 | -24,4 | +10,0 | +26,8 |
| Total | 47 322 | 61 595 | 58 195 | +30,2 | -5,5 | -0,8 | +0,3 |

Les défaillances au regard de l'ancienneté de l'entreprise :

| | Nombre défaillances (LJ et RJ) | | | Evolution | | | |
|----------------|--------------------------------|--------|--------|--------------------|-----------|-----------|---|
| | Moyenne 2002/2006 | 2009 | 2011 | 2009/moy 2002-2006 | 2011/2009 | 2011/2010 | 1erTrimestre 2012/1 ^{er} T 20 11 |
| Moins de 3 ans | 10 830 | 17 587 | 14 896 | +62,4 | -15,3 | -11,7 | -2,8 |
| De 3 à 5 ans | 13 671 | 18 728 | 18 687 | +37,0 | -0,2 | -0,2 | -4,2 |
| De 6 à 10 ans | 10 083 | 11 144 | 11 175 | +10,5 | +2,8 | +9,8 | +2,7 |
| De 11 à 15 ans | 5 414 | 5 525 | 5 311 | +2,1 | -3,9 | -1,5 | -2,7 |
| Plus de 15 ans | 7 324 | 8 611 | 8 886 | +17,6 | +3,2 | +3,3 | +8,3 |
| Total | 47 322 | 61 595 | 58 195 | +30,2 | -5,5 | -0,8 | +0,3 |

Les entreprises individuelles (24% des défaillances en 2011) sont peu touchées par les défaillances ; à contrario, **les SARL sont les plus nombreuses à défaillir (67%) et le plus touchées, et loin de rétablir la situation de 2002-2006** ; les SA et SAS connaissent plus de difficulté en 2010 et 2011 que les autres formes juridiques :

| | Nombre défaillances (LJ et RJ) | | | Evolution | | |
|---------------------------|--------------------------------|--------|--------|--------------------|-----------|-----------|
| | Moyenne 2002/2006 | 2009 | 2011 | 2009/moy 2002-2006 | 2011/2009 | 2011/2010 |
| Entreprises individuelles | 14 714 | 15 522 | 13 984 | +5,5 | -10,0 | -2,5 |
| SARL | 27 589 | 40 959 | 38 944 | +48,5 | -5,0 | -1,6 |
| SA et SAS | 2 842 | 2 918 | 3 118 | +2,7 | +9,7 | +17,4 |

Au regard des activités : le commerce (fonds de commerce y compris classé dans les services tels les restaurants et salons de coiffure...) représente 42% des défaillances ; son évolution globale en termes de défaillances est dans la moyenne ; toutefois les différents secteurs le composant connaissent des divergences fortes : beaucoup de défaillances dans l'immobilier, le commerce/ réparation auto et la coiffure/esthétique ; peu de défaillances dans les commerce de bouche (boulangeries...) et les commerces de gros . Par ailleurs en ce qui concerne les autres activités, beaucoup de défaillances dans la construction et peu dans l'industrie, les transports et les services aux particuliers :

| | Nombre défaillances (LJ et RJ) | | | Evolution | | | |
|-------------------------------------|--------------------------------|--------|--------|--------------------|-----------|-----------|---|
| | Moyenne 2002/2006 | 2009 | 2011 | 2009/moy 2002-2006 | 2011/2009 | 2011/2010 | 1erTrimestre 2012/1 ^{er} T 20 11 |
| Commerce (Fonds de commerce) | 19 520 | 25 588 | 24 586 | +31,0 | -4,0 | +1,2 | +0,9 |
| Commerce détail | 5 862 | 8 120 | 8 116 | +38,5 | 0 | +3,8 | -3,1 |
| HCR | 4 995 | 6 689 | 6 475 | +33,9 | -3,2 | +0,9 | +5,7 |
| Commerce gros | 3 783 | 3 826 | 3 315 | +1,1 | -13,4 | -6,7 | +4,1 |
| Com er réparation auto | 1 579 | 1 753 | 1 879 | +11,0 | +7,2 | +14,6 | +8,1 |
| Immobilier | 1 480 | 2 788 | 2 137 | +88,4 | -23,4 | -7,4 | -14,0 |
| IAA | 1 133 | 1 198 | 1 344 | +5,7 | +12,2 | +8,2 | +6,3 |
| Coiffure, esthétique pressing... | 688 | 1 214 | 1 320 | +76,5 | +8,7 | +1,1 | +5,5 |
| Construction | 10 564 | 16 401 | 14 806 | +55,3 | -9,7 | -4,3 | +0,9 |
| Services aux entreprises | 6 195 | 8 918 | 8 696 | +44,0 | -2,5 | -0,8 | -2,4 |
| Industrie | 4 048 | 4 005 | 3 048 | -1,0 | -23,9 | -7,7 | -6,0 |
| Services aux particuliers | 3 569 | 3 103 | 3 762 | -13,1 | +21,2 | +9,7 | -1,1 |
| Transports | 1 876 | 1 997 | 1 766 | +6,4 | -11,6 | -8,0 | +13,1 |
| Total dont divers) | 47 322 | 61 595 | 58 195 | +30,2 | -5,5 | -0,8 | +0,3 |

Un taux de pérennité à 3 ans de 82% pour les reprises d'entreprises de Haute-Savoie.

CCI et Agence économique de Haute-Savoie « lettre de l'observatoire de la création d'entreprise en Haute-Savoie » avril 2012

En 2008, 848 reprises d'entreprises (moins de 100 salariés) ont été identifiées en Haute-Savoie, suivant une méthodologie inédite mise en place par l'Observatoire et permettant de comptabiliser, de manière distincte, les rachats de parts sociales (au nombre de 269), les locations-gérances (192) et les rachats de fonds de commerce (386). Les locations-gérances ont été exclues de l'analyse. Ainsi, parmi les 655 entreprises reprises, 225 ont fait l'objet d'un suivi de leur développement. Elles ont été interrogées une première fois début 2010 pour connaître le profil du repreneur, du cédant et de l'entreprise (Etude de l'Observatoire Novembre 2010) et une deuxième fois en 2011, pour analyser leur survie et leur développement.

Une des très rares études ciblant les reprises de façon rigoureuse.

En 2011, soit environ **trois ans après la reprise, le taux de pérennité** des entreprises reprises (achat de fonds de commerce ou de parts sociales) s'établit à 75% ; Il faut ajouter à ce taux les 6% de reprises déjà cédées et 1% partiellement cédées, ce qui conduit à un taux de **82%**. A titre de comparaison, le taux de survie à trois ans des entreprises créées en 2006 en Haute-Savoie s'établissait à 63%. **Ce taux varie selon l'activité, avec des taux élevés pour les services aux particuliers, l'industrie et le commerce :**

| | Services aux particuliers | Industrie, transport | Commerce | Métiers de bouche | HCR | Services aux entreprises | Construction |
|--------------------------|---------------------------|----------------------|----------|-------------------|-----|--------------------------|--------------|
| Taux de pérennité | 87 | 81 | 79 | 74 | 73 | 71 | 70 |
| % dans les reprises 2008 | 12 | 9 | 27 | 8 | 32 | 6 | 6 |

Le taux de pérennité varie aussi selon que l'entreprise reprise avait des salariés ou non : 66% de pérennité pour ceux qui n'ont pas de salarié (31% des reprises) et 78 à 82% pour les autres (78 pour les 1 à 5 salariés, 54% des reprises et 81/82% pour les autres 15%).

Le chiffre d'affaires a peu augmenté (2 à 3% en moyenne) ; il en est de même pour les effectifs (en moyenne 3,6 au moment de la reprise, 3,8 en 2011), ce qui correspond à 2 200 emplois sauvegardés en 2008, devenus 2 150 en 2011 (du fait de la cessation de 12% d'entreprises). 40% des repreneurs toujours en activité comptent recruter dans les cinq ans à venir (en moyenne un salarié, davantage si le repreneur est seul) ; Cette estimation laisse entrevoir un potentiel total d'environ 500 créations d'emploi d'ici 5 ans.

Quatre repreneurs sur cinq ont investi depuis la reprise de leur entreprise. Les montants se situent dans une fourchette moyenne comprise entre 60 000 et 80 000 euros. Les trois principaux postes sont :

- l'achat de matériel nécessaire à la production de biens ou services,
- l'agencement de locaux,
- l'achat de matériel informatique et bureautique

45 % des repreneurs ont rencontré des difficultés assez ou très importantes depuis la reprise de leur entreprise : problèmes de marché, de trésorerie et de personnel (gestion et recrutement). 1/3 des dirigeants estiment n'avoir rencontré aucune difficulté au cours de la période des 3 ans.

Les ¾ des dirigeants repreneurs ont souvent recours à au moins un conseiller. Les experts-comptables jouent un rôle majeur dans l'appui aux entreprises reprises (81 % ont recours à leur conseil occasionnellement et régulièrement), très loin devant tous les autres intervenants potentiels. Les chambres consulaires arrivent en troisième position (17 %) des experts sollicités après les avocats (25 %). **Les entreprises en croissance font toutefois le plus souvent appel à un expert.**

80 % des repreneurs toujours en activité sont satisfaits d'avoir repris une entreprise. Ce taux de satisfaction varie en fonction des difficultés rencontrées depuis la reprise et de l'évolution du chiffre d'affaires. Toutefois, 80 % des dirigeants rencontrant de très fortes difficultés souhaitent vendre à court ou moyen terme. Noter que 12 % des repreneurs envisagent de céder plus tard leur entreprise pour reprendre une nouvelle entreprise.

Sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat

Sensibilisation/formation des jeunes à l'entrepreneuriat : 146 000 étudiants de l'enseignement supérieur sont inscrits dans des programmes d'action (les pôles entrepreneuriat étudiants)

Entrepreneuriat Etudiants dans l'enseignement supérieur, mission de coordination nationale, mars 2012

Vingt Pôles Etudiants Entrepreneurs (PEE) regroupent 190 établissements (201 avec les nouveaux intégrés) dont 51% universités, 28% écoles de commerce et 21% écoles d'Ingénieurs et autres.

Les pôles étudiants entrepreneuriat sont localisés :

| Régions | Nbre établissements | Nbre étudiants dans ces étab | Nbre de PEE | Dénomination de l'action (en ordre décroissant du nombre d'étudiant) |
|---------------------------|---------------------|------------------------------|-------------|---|
| Ile de France | 40 | 166 000 | 5 | PEEPS (50000), PEE Paris Est (50000), CREAJ (30000) PEEGO (20000), Osons Entreprendre Val d'Oise (16000) |
| Nord-Pas-de-Calais | 13 | 120 000 | 1 | Prisme |
| Midi-Pyrénées | 14 | 100 000 | 1 | Ecrin |
| Pays-de-la-Loire | 14 | 90 000 | 1 | Créer |
| Aquitaine | 13 | 80 000 | 1 | ECA |
| Rhône-Alpes | 11 | 75 000 | 2 | CRE2IE (65 000), INELSE (10 000) |
| Bretagne | 32 | 70 000 | 1 | P2EB |
| Languedoc-Roussillon | 9 | 65 000 | 1 | PEE Languedoc-Roussillon |
| Lorraine | 15 | 55 000 | 1 | ORAMEI |
| Bourgogne-Franche-Comté | 5 | 55 000 | 1 | PEE Bourgogne-Franche-Comté |
| Alsace | 8 | 50 000 | 1 | ETENA |
| Limousin-Poitou-Charentes | 5 | 40 000 | 1 | PEE Limousin-Poitou-Charentes |
| Paca | 5 | 35 000 | 1 | CRE@TITUDE |
| Auvergne | 7 | 35 000 | 1 | PEEA |
| Champagne-Ardenne | 10 | 32 000 | 2 | URCA (22 000), YEC (10 000) |
| Total | 201 | 1 110 000 | 21 | |

- 146 000 étudiants sont concernés sur un total de 1,1 million d'étudiants appartenant à ces établissements ; 55% sont en licence, 40% en master et 5% en doctorat

-Les actions du programme sont l'information (51%), la sensibilisation (33%), la spécialisation (11%) et les diplômés (5%) ; celles-ci diffèrent selon le niveau de diplôme :

| | Informés | Sensibilisés | Spécialisés | Diplômés | Total | Nbre étudiants concernés |
|----------|----------|--------------|-------------|----------|-------|--------------------------|
| Ensemble | 51 | 33 | 11 | 5 | 100 | 146 012 |
| Licence | 56 | 32 | 8 | 4 | 100 | 80 217 |
| Master | 48 | 30 | 14 | 8 | 100 | 58 679 |
| Doctorat | 34 | 59 | 7 | 0 | 100 | 7 116 |

Les étudiants concernés en école d'ingénieurs sont pour 51% en licence, 47% en master et 2% en doctorat ; ceux en écoles de commerce sont 45% en licence et 55% en master ; ceux en universités sont 62% en licence, 29% en master et 9% en doctorat. En ce qui concerne les actions conduites selon le type d'école :

| | Informés | Sensibilisés | Spécialisés | Diplômés | Total | Nbre étudiants concernés | Etudiants accompagnés (ratio pour 1000 au regard des étudiants par école) |
|-------------------|----------|--------------|-------------|----------|-------|--------------------------|---|
| Ensemble | 51 | 33 | 11 | 5 | 100 | 146 012 | 15,4 |
| Universités | 57 | 30 | 9 | 4 | 100 | 74 120 | 13,7 |
| Ecole de commerce | 41 | 42 | 12 | 5 | 100 | 41 335 | 12,5 |
| Ecole d'ingénieur | 50 | 28 | 13 | 9 | 100 | 30 557 | 24,5 |

2 243 étudiants sont par ailleurs accompagnés, en nombre davantage en master (54%) et davantage en université (45%), voire en école d'ingénieur (33%). L'accompagnement est le plus fréquent en école d'ingénieur (ratio de 24,5 pour 1000 contre en moyenne 15,4).

Parc des entreprises

Selon la nouvelle définition des entreprises des secteur marchands non agricoles, les TPE (moins de 10 salariés) regroupaient en 2009 19% des salariés, contre 31% pour les 217 entreprises de plus de 5000 salariés, filiales comprises ; seulement 28% pour les PME (10 à 249 salariés) et 23% pour les ETI ; 64% des salariés travaillent dans des groupes.

INSEE Première N° 1399 « Un tissu productif plus concentré qu'il ne semblait : nouvelle définition et nouvelles catégories d'entreprises »

Cette nouvelle définition, introduite par décret en 2008, permet de mieux approcher les entreprises, identifiées non plus en tant qu'unité juridique, mais en tant qu'unité économique (intégrant les filiales, quelque soit leur activité) ; *il a donc fallu plus de 3 ans pour que l'INSEE nous livre les résultats de cette nouvelle définition.*

Parmi les 2,690 millions d'entreprises, 2,65 millions sont indépendantes et 44 000 en groupe (dont 7 682 étrangers) ; **23% des PME sont en groupe, et 89% des ETI ; 64% des salariés travaillent dans un groupe (41% en PME, 94% dans les ETI et la totalité dans les grandes entreprises) ;** rappel de la définition du décret de 2008-1354 :

- les micro-entreprises occupent moins de 10 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros ;
- les petites et moyennes entreprises (PME) occupent moins de 250 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.
- les entreprises de taille intermédiaire (ETI) occupent moins de 5 000 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros
- les grandes entreprises sont les entreprises non classées dans les catégories précédentes.

| | | Total | Micro-entrep | PME | ETI | Grandes entrep |
|---|---------------------------|-----------|--------------|---------|--------|----------------|
| Nombre d'entreprises (unité légale Juridique) | Total | 2 818 911 | 2 565 147 | 188 686 | 40 141 | 24 937 |
| | Entreprises indépendantes | 2 647 308 | 2 545 918 | 100 900 | 490 | 0 |
| | Entreprises en groupe | 35 603 | 19 929 | 87 786 | 39 651 | 24 937 |
| Nombre entreprises (au sens économique, | Total | 2 691 049 | 2 555 003 | 131 253 | 4 576 | 217 |
| | Entreprises indépendantes | 2 647 308 | 2 545 918 | 100 900 | 490 | 0 |
| | Entreprises en groupe | 43 741 | 9 085 | 30 353 | 4 086 | 217 |

| | | | | | | |
|--|-------------------------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| décret 2008) | % entreprise groupe français | 1,34 | 0,29 | 19,6 | 61,3 | 68,2 |
| | % entreprises groupe étranger | 0,29 | 0,07 | 3,5 | 28,0 | 31,8 |
| Effectifs salarié des entreprises (au sens économique) | Total | 12 771 375 | 2 377 504 | 3 529 842 | 2 877 952 | 3 986 077 |
| | Entreprises indépendantes | 4 581 153 | 2 336 584 | 2 077 727 | 166 842 | 0 |
| | Entreprises en groupe | 8 190 222 | 40 920 | 1 452 095 | 2 711 110 | 3 986 077 |
| | % entreprise groupe français | 50,3 | 1,4 | 34,9 | 61,3 | 85,2 |
| | % entreprises groupe étranger | 13,8 | 0,3 | 6,2 | 32,9 | 14,8 |

Si l'importance de l'emploi salarié et de la valeur ajoutée est modifiée par cette nouvelle définition, notamment en défaveur des PME, ces changements sont encore bien plus importants si l'on observe les immobilisations et les dépenses de R&D :

| | | Total | Micro-entreprises (moins de 10 salariés) | PME (de 10 à 249 salariés) | ETI (de 250 à 4 999 salariés) | Grandes entreprises (5 000 salariés et plus) |
|------------------|-----------------------|-------|--|----------------------------|-------------------------------|--|
| Effectif salarié | Définition économique | 100 | 19,5 | 28,9 | 23,2 | 28,4 |
| | Unité juridique | 100 | 20,9 | 39,7 | 25,5 | 13,9 |
| Valeur ajoutée | Définition économique | 100 | 22,0 | 22,0 | 23,0 | 33,0 |
| | Unité juridique | 100 | 28,0 | 31,0 | 27,0 | 14,0 |
| Immobilisations | Définition économique | 100 | 6,3 | 9,3 | 22,2 | 62,2 |
| | Unité juridique | 100 | 28,5 | 24,7 | 25,4 | 21,4 |
| R&D | Définition économique | 100 | 1,0 | 11,0 | 26,0 | 62,0 |
| | Unité juridique | 100 | 2,0 | 18,0 | 43,0 | 37,0 |

Bien que les filiales, notamment impliquées dans d'autres activités que la société mère, soient maintenant regroupées avec l'activité mère ou l'activité exercée la plus fréquente, les modifications par secteur d'activité ne sont pas très importantes ; quelle est l'importance des différentes activités (entreprises économiques) selon les critères observés ?

| Entreprise Economique | Commerce, transports HCR | Autres services | Services aux entreprises | Construction | Industrie | Immobilier | Total |
|------------------------------|--------------------------|-----------------|--------------------------|--------------|-----------|------------|-------|
| Nombre d'entreprises | 32,8 | 25,4 | 15,1 | 14,6 | 7,3 | 4,7 | 100 |
| Effectifs salariés | 36,7 | 10,9 | 12,3 | 11,2 | 27,5 | 1,5 | 100 |
| Valeur ajoutée | 29,7 | 14,9 | 13,1 | 10,0 | 29,1 | 3,1 | 100 |
| Excédent brut d'exploitation | 23,4 | 22,8 | 12,0 | 9,1 | 23,4 | 7,0 | 100 |
| Actif net | 27,4 | 9,1 | 7,9 | 6,2 | 43,2 | 6,1 | 100 |
| CA exporté | 23,9 | 5,9 | 5,1 | 1,3 | 63,6 | 0,2 | 100 |

En 2010, l'INSEE dénombre 2,382 millions de non-salariés pour un total de 26,241 millions salariés, soit 9,1% de l'ensemble des emplois (publics et privés, agriculture comprise)

Données issues de comparaisons départementales des fichiers INSEE

Les régions industrielles du nord et de l'est sont celles où les non-salariés sont les moins nombreux, alors que celles du sud et du massif central ont le plus de non-salariés ; ces dernières régions ont

connu une forte baisse de ce type d'emploi, alors que pour celles du nord et de l'est, la baisse a été nettement plus faible (voire même une hausse entre 2000 et 2010 du fait des auto-entrepreneurs) :

| | 2010 | | | 2000 | | 1990 | | % de non salarié | | |
|---|--------------|------------|-------------------------|--------------|------------|--------------|------------|------------------|------|------|
| | Non salariés | Total | Evol emploi total 90/10 | Non salariés | Total | Non salariés | Total | 2010 | 2000 | 1990 |
| Régions avec peu de non-salariés | | | | | | | | | | |
| Ile de France | 349 124 | 6 001 379 | +9,2 | 298 903 | 5 782 402 | 338 695 | 5 494 843 | 5,8 | 5,2 | 6,2 |
| Nord-Pas-de-Calais | 102 363 | 1 512 544 | +12,7 | 95 441 | 1 484 412 | 126 864 | 1 342 230 | 6,7 | 6,4 | 9,5 |
| Alsace | 55 683 | 766 319 | +13,4 | 45 823 | 760 729 | 56 041 | 675 690 | 7,3 | 6,0 | 8,3 |
| Haute-Normandie | 52 797 | 710 466 | +6,1 | 52 472 | 708 194 | 72 701 | 669 538 | 7,4 | 7,4 | 10,9 |
| Lorraine | 66 761 | 848 955 | +2,3 | 63 656 | 875 151 | 84 626 | 829 780 | 7,9 | 7,2 | 10,2 |
| Picardie | 54 103 | 666 046 | +3,5 | 55 293 | 679 904 | 77 410 | 643 584 | 8,8 | 8,1 | 12,0 |
| Centre | 89 328 | 1 004 171 | +7,3 | 92 587 | 997 786 | 127 289 | 936 213 | 8,9 | 9,3 | 13,6 |
| Régions avec un nombre moyen de non-salariés | | | | | | | | | | |
| Franche-Comté | 41 974 | 446 973 | +6,3 | 40 947 | 456 803 | 53 415 | 420 433 | 9,4 | 9,0 | 12,7 |
| Pays-de la Loire | 143 620 | 1 493 003 | +23,9 | 139 313 | 1 387 352 | 193 765 | 1 204 944 | 9,6 | 10,0 | 16,1 |
| Champagne Ardenne | 51 138 | 530 121 | -2,2 | 53 202 | 547 999 | 74 984 | 541 827 | 9,6 | 9,7 | 13,8 |
| Bourgogne | 68 120 | 652 518 | +5,6 | 68 794 | 653 029 | 93 812 | 617 692 | 10,4 | 10,5 | 15,2 |
| Rhône-Alpes | 258 987 | 2 685 339 | +15,9 | 232 905 | 2 519 875 | 292 447 | 2 316 540 | 10,7 | 9,2 | 12,6 |
| Basse Normandie | 62 554 | 581 074 | +4,9 | 65 784 | 577 125 | 96 857 | 554 070 | 10,8 | 11,4 | 17,4 |
| Bretagne | 140 489 | 1 287 037 | +20,5 | 141 204 | 1 201 000 | 214 449 | 1 068 399 | 10,9 | 13,2 | 20,1 |
| Poitou Charente | 77 009 | 688 156 | +15,9 | 84 112 | 665 098 | 120 082 | 593 844 | 11,2 | 12,6 | 20,2 |
| Paca | 225 427 | 1 980 733 | +22,5 | 198 873 | 1 770 715 | 244 089 | 1 616 750 | 11,4 | 11,2 | 15,1 |
| Régions avec le plus grand % de non-salariés | | | | | | | | | | |
| Aquitaine | 154 073 | 1 312 658 | +17,1 | 150 055 | 1 216 676 | 202 496 | 1 121 277 | 11,7 | 12,3 | 18,1 |
| Limousin | 34 893 | 284 078 | +1,4 | 38 030 | 287 498 | 54 803 | 280 033 | 12,3 | 13,2 | 19,6 |
| Midi-Pyrénées | 146 527 | 1 190 894 | +19,9 | 148 601 | 1 073 688 | 203 324 | 993 141 | 12,3 | 18,8 | 20,5 |
| Corse | 14 781 | 118 458 | +41,9 | 12 781 | 94 098 | 16 294 | 83 460 | 12,5 | 13,6 | 19,5 |
| Auvergne | 66 955 | 527 263 | +4,8 | 71 135 | 527 975 | 98 204 | 502 991 | 12,7 | 13,5 | 19,5 |
| Languedoc-Roussillon | 125 447 | 953 443 | +27,1 | 114 037 | 838 416 | 144 500 | 750 118 | 13,2 | 13,6 | 19,3 |
| France de province | 2 033 029 | 20 240 249 | +13,9 | 1 964 745 | 15 114 102 | 2 648 452 | 17 762 554 | 11,2 | 10,2 | 14,9 |
| France métropole | 2 382 153 | 26 241 628 | +12,8 | 2 263 648 | 20 270 250 | 2 987 147 | 23 257 397 | 9,1 | 9,0 | 12,8 |

L'économie sociale et solidaire emploie un salarié sur dix dans le Grand Lyon fin 2009

« L'économie sociale et solidaire dans le Grand Lyon » Opale/Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise cahier N°1 novembre 2011

Dans le territoire du Grand Lyon, l'économie sociale et solidaire emploie près de 61 700 salariés (hors intérimaires) soit 10 % de l'emploi salarié total de l'agglomération, dans près de 4 900 établissements (9 % des établissements avec au moins un salarié).

81 % des salariés de l'économie sociale et solidaire sont employés par des associations, 10,5 % par des coopératives, 6,5 % par des mutuelles et 2 % par des fondations.

Les principaux secteurs employeurs : santé, action sociale, enseignement, activités financières et d'assurance ; près des deux tiers des salariés exercent dans les activités de santé et action sociale (42%), de l'éducation (21%), dans le secteur financier (12%).

Le poids de l'enseignement avec EM Lyon (Ecully), l'Université catholique de Lyon (Lyon 2), le Centre lyonnais associé au Cnam (Lyon 7), la SEPR (Lyon 3), CPE Lyon, l'Itech, l'Institut Paul Bocuse, l'Ecole santé social sud-est **et celui de services administratifs et de soutien** (aux entreprises essentiellement via des associations intermédiaires et des entreprises d'insertion) **sont plus élevés que ceux de la moyenne nationale** (près d'une fois et demie plus nombreux).

Autrement observé, 36 % des emplois dans la santé et l'action sociale relève de l'économie sociale et solidaire ; celle ci concentre la moitié des emplois des arts, spectacles et activités récréatives, 27% des activités financières et encore près d'un quart des salariés de l'enseignement (23% contre 19% en France).

Les emplois de l'économie sociale et solidaire sont **pour 66% occupés par des femmes** contre à peine 48% dans l'ensemble de l'économie locale. Dans le secteur coopératif et les mutuelles, les femmes sont très présentes dans les activités financières et d'assurance ; dans les associations et les fondations, les femmes sont fortement présentes dans les domaines de l'éducation, la santé et l'action sociale ; elles sont deux fois plus nombreuses que les hommes (42 % contre 19 %).

Les professions intermédiaires constituent 34% des effectifs salariés contre 23% pour l'ensemble de l'économie locale. A l'inverse, les ouvriers sont deux fois moins nombreux.

Entre 2005 et 2009, le nombre d'établissements de l'économie sociale et solidaire a augmenté de 6,2 % contre +2,4% dans le reste de l'économie. L'emploi salarié a progressé de 9,3 % contre une hausse moyenne de 6,3 % dans les autres secteurs.

Conjoncture

En 2011, l'amorce de croissance enregistrée en 2010 ne se transforme pas en véritable reprise : toutes professions confondues l'indice d'activité des TPE progresse de 1,9 % (contre +0,7 % en 2010)

FCGA, Observatoire de la petite entreprise « L'activité des TPE en 2011 », une enquête auprès d'un échantillon de 15 000 artisans, commerçants et professions libérales

Ceux qui progressent :

- L'artisanat du bâtiment, secteur stratégique pour la vitalité des TPE, se redresse : +4 % (contre -1,4 %, en 2010), avec les plâtriers-décorateurs (+13,4%) et Les électriciens et les entreprises de terrassement (+7,8 %)
- Les agences immobilières : +9,6 %
- Les entreprises du paysage spécialisées dans la création et l'entretien de parcs et jardin (+6,4 contre +2,5% l'année précédente)
- Le commerce de détail alimentaire : +1,9 % (contre 0 % en 2010), mais avec des professions en nette progression telles cavistes (+7,9 %), poissonniers (+5,6 %), pâtisserie (+2,9 %), charcuterie (+2,8 %)
- les prothésistes dentaires (+2,7 %, contre -3,8 % en 2010), alors que les métiers de santé sont toujours en panne : +0,3 % (comme en 2010), notamment pharmaciens (+0,3 %) et opticiens-lunetiers (+0,4 %)
- Les transports +4,3% contre +3,9% l'année précédente

Par contre, nombre d'activité ne progressent pas ou régressent :

- Les HCR (+2,2 à comparer à +0,7% l'année précédente)
- La coiffure et l'esthétique (+0,3 et -0,4%)

- Ce qui concerne la culture et les loisirs, l'équipement de la maison et des personnes (entre -3,1 et +0,6)
- Le commerce et la réparation auto et moto (-1,7 et +4% l'année précédente)

Comme dans les enquêtes précédentes, les TPE sont toujours plus pessimistes que les PME, sans réellement afficher d'amélioration

Baromètre du Conseil Supérieur de l'ordre des Experts-Comptables ; échantillon national de 799 dirigeants de TPE (entreprises de 0 à 19 salariés) et de PME (entreprises de 20 à 249 salariés) représentatif des entreprises de 0 à 249 salariés ; l'échantillon a été raisonné pour disposer d'environ 400 dirigeants de TPE et 400 dirigeants de PME ; interrogation entre le 1er et le 13 Mars 2011

56% des PME sont optimistes pour leur secteur d'activité contre 48% pour les TPE. En ce qui concerne spécifiquement leur entreprise, les dirigeants de PME jugent leur satisfaction actuelle plus favorable (mais plutôt moins bonne qu'il y a un an), ce qui n'est pas le cas des TPE (toujours plus défavorable) :

| | PME | | TPE | |
|---|------|------------------|------|------------------|
| | Taux | Hausse ou baisse | Taux | Hausse ou baisse |
| Satisfaction de la situation actuelle | | | | |
| Carnet de commande | 69 | +5 | 55 | -2 |
| Trésorerie | 67 | +6 | 55 | +4 |
| Rentabilité | 59 | +9 | 52 | +9 |
| Situation des 3 derniers mois | | | | |
| S'est améliorée | 24 | +5 | 10 | -6 |
| Stable | 58 | -8 | 64 | +6 |
| S'est dégradée | 18 | +9 | 24 | = |
| Situation escomptée pour les 3 prochains mois | | | | |
| S'améliorera | 24 | +3 | 14 | -4 |
| Stable | 64 | -4 | 65 | +1 |
| Se détériorera | 11 | +1 | 14 | -4 |

Plus précisément, examinons la situation escomptée pour les trois prochains mois en termes de chiffre d'affaires (moins de détérioration et plus de stabilité), trésorerie (moins de détérioration et plus de stabilité), investissement (moins favorable dans les PME et davantage dans les TPE) et emploi stable et tendance à la hausse pour les PME seulement) :

| | PME | | TPE | |
|---------------------------------|------|------------------|------|------------------|
| | Taux | Hausse ou baisse | Taux | Hausse ou baisse |
| En termes de chiffre d'affaires | | | | |
| S'améliorera | 33 | +2 | 19 | -4 |
| Stable | 51 | +5 | 55 | +5 |
| Se détériorera | 14 | -8 | 28 | -6 |
| En termes de trésorerie | | | | |
| S'améliorera | 19 | -1 | 17 | -3 |
| Stable | 57 | +4 | 56 | +2 |
| Se détériorera | 21 | -5 | 20 | -4 |
| En termes d'investissement | | | | |
| A prévu d'investir | 45 | -8 | 20 | +5 |
| En termes d'emploi | | | | |
| Effectif en hausse | 26 | +5 | 8 | = |
| Effectif stable | 68 | +1 | 83 | = |
| Effectif en baisse | 7 | -7 | 8 | -1 |

En ce qui concerne les TPE sans salarié (40% des TPE de l'enquête), 5% envisageraient d'embaucher dans les 3 mois et 17% de le faire un jour.

Le financement

60% des TPE/PME disent avoir besoin de financement, soit d'investissement (36%), soit d'exploitation (31%), alors que 40% n'expriment pas de besoin spécifique ; une situation qui s'améliore plutôt.

Baromètre KPMG/CGPME (vague 13) ; 402 dirigeants de PME (10 à 500 salariés) interrogés par téléphone entre le 20 et le 26 mars

Constatons d'abord que les dirigeants sont un peu moins inquiets de la situation économique (73% contre 85 et 83% en septembre et décembre 2011) ; idem pour leur situation d'entreprise (44% contre 58 en décembre 2011).

Les difficultés financières rencontrées viennent d'abord de la hausse des prix fournisseurs (65%), et moins de la baisse du chiffre d'affaires (38%) ou de problèmes de trésorerie ou de financement (27%).

Pour 27%, la situation économique a un impact négatif pour l'accès au crédit (sans grand changement depuis décembre 2010 mais ils étaient 35/37% entre septembre 2009 et mars 2010) ; une même proportion (27%) disent se restreindre dans leurs investissements du fait de la difficulté d'accès au crédit.

36% disent avoir besoin de financement d'investissement ; parmi ces derniers, 61% souhaitent remplacer ou entretenir matériel et locaux, 39% investir en équipement/véhicule/ informatique, 28% pour des acquisitions de développement (achat d'entreprise, fusions...) et 24% pour investir dans l'innovation (technologies, process...). 17% disent par ailleurs attendre la fin de la période électorale pour décider d'investissement, alors que pour 54% cela n'a pas d'impact et que 29% n'envisagent pas d'investissement.

Le durcissement des conditions de financement par les banques s'explique par :

- un financement par des frais élevés ou à des montants plus faibles que prévu (44%, plutôt en baisse)
- La demande de garanties supplémentaires (33%)
- La réduction des crédits ou des facilités de trésorerie (30%)
- Une demande de caution (29% en hausse)
- Des délais longs pour obtenir l'acceptation du crédit (22%)

De ce fait 48% envisagent d'examiner les conditions d'autres banques concurrentes (en hausse) ou de réexaminer les lignes de crédit (36%).

4 000 business angels au 31 décembre 2011, 327 entreprises financées pour un montant investi de 44,5 millions€ (effet de levier de 2,5) contribuant à 2 400 emplois

Fédération française des Business Angels « Présentation des statistiques 2011 sur l'activité des réseaux »

Le nombre de business angels est passé de 2 900 en 2009, puis 3 500 en 2010 et 4 000 en 2011 (inscrits dans 82 réseaux). Les investissements annuels sont passés de 27 millions€ en 2008, à 40 en 2010 puis 44,5 en 2011. L'investissement moyen par entreprise est de 136K€, avec un tour de table moyen de 350K€. 20% des réseaux ont co-investi.

60% des entreprises dans lesquelles les business angels ont investi appartiennent au secteur NTIC / Santé BioTech / Energie CleanTech (68% des montants investis), 23% à la distribution (17% des montants investis), et 5% à l'industrie (8% des montants investis).

40% des entreprises financées et 43% des montants sont localisées en Ile de France ; 12% le sont en Rhône-Alpes (13% des montants) ; 10% le sont en Languedoc-Roussillon (8% des montants) et 7% en Paca (6% des montants) ; 5% en Bretagne (7,3% des montants).

Le capital risque pèse toujours aussi peu dans le capital investissement ; il concerne en 2011, 371 entreprises (sur 1 694) pour un montant de 597 millions € (sur un total de 9 738 millions investis)

AFIC/Grant Thornton « Activité des acteurs français du capital investissement, année 2011 »

Sont interrogés les membres de l'AFIC avec un taux de réponse de 96% pour l'année 2011 (242 répondants/253 membres) ; les analyses se rapportent uniquement aux acteurs français du Capital Investissement et membres de l'AFIC ; sont incluses dans les statistiques les prises de participation dans les entreprises du CAC 40.

9 738 millions€ investis en 2011, contre 6 598 en 2010, mais 12 554 en 2007 ; **mais seulement 597 millions concernent du capital risque concernent 371 entreprises, un secteur avec une tendance à la régression :**

| | Nombre d'entreprises bénéficiaires | | | | | Montants investis en millions€ | | | | |
|-------------------------------|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|--------------------------------|--------|-------|-------|-------|
| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| Total | 1 558 | 1 595 | 1 469 | 1 685 | 1 694 | 12 554 | 10 009 | 4 100 | 6 598 | 9 738 |
| Dont capital risque | 416 | 428 | 401 | 458 | 371 | 677 | 758 | 587 | 605 | 597 |
| Dont capital développement | 557 | 707 | 779 | 916 | 960 | 1 310 | 1 653 | 1 798 | 2 310 | 2 940 |
| Dont capital transmission/LBO | 462 | 388 | 231 | 264 | 292 | 10 340 | 7 399 | 1 605 | 3 512 | 6 015 |

6 288 millions€ ont été désinvesti en 2011 pour un montant de 6 288 millions€.

Le montant des fonds levés remonte progressivement : après un sommet en 2008 (12 730 millions€), on passe à 3 672 en 2009, puis 5 043 en 2010 et 6 456 millions€ en 2011.

56% des entreprises ont bénéficié en 2011 des réinvestissements, soit 970 entreprises pour un montant de 3 972 millions€ ; ainsi les entreprises nouvelles bénéficiaires, moins nombreuses (752, soit 44% des entreprises) ont toutefois reçu 59% des investissements.

94% des entreprises reçoivent moins de 100 millions€ :

| | Moins de 1 million € | De 1 à 5 | De 5 à 15 | De 15 à 30 | De 30 à 50 | De 50 à 100 | 100 et plus |
|------------------------|----------------------|----------|-----------|------------|------------|-------------|-------------|
| Nombre d'entreprises | 805 | 619 | 164 | 44 | 28 | 15 | 19 |
| Montants en millions € | 29 | 1 363 | 1 315 | 937 | 1 069 | 874 | 3 883 |

Le nombre d'entreprise, les montants investis en 2010 et 2011 :

| | Nombre d'entreprises | | | Montants en millions € | | |
|--------------------------|----------------------|------|-----------|------------------------|-------|-----------|
| | 2011 | 2010 | Evol en % | 2011 | 2010 | Evol en % |
| Capital risque | 371 | 458 | -19 | 597 | 605 | -1 |
| Capital développement | 960 | 916 | +5 | 2 940 | 2 310 | +27 |
| Capital transmission/LBO | 292 | 264 | +11 | 6 015 | 3 512 | +71 |

491 entreprises concernées ont moins de 20 salariés, 446 de 20 à 99 salariés, 170 de 100 à 250 salariés et 87, 1 000 salariés et plus.

Certains secteurs d'activité sont plus souvent bénéficiaires en 2011 :

| | Biens consommation | Services transports | Médical biotech | Industrie chimie | Informatique | Energie | Télécom | Com | BTP | Autres |
|--------------------|--------------------|---------------------|-----------------|------------------|--------------|---------|---------|-----|-----|--------|
| Montants investis | 2 111 | 1 922 | 1 796 | 1 007 | 747 | 615 | 551 | 551 | 294 | 146 |
| Nombre entreprises | 276 | 235 | 257 | 228 | 71 | 326 | 95 | 113 | 42 | 51 |

En capital risque, 204 entreprises (55% des bénéficiaires) ont reçu moins de 1milliond'€ (13% des montants alloués) ; 141 entreprises ont reçu entre 1 et 5 millions (49% des montants alloués) et 26 entreprises ont reçu plus de 5 millions€ (38% des montants alloués).

En ce qui concerne le **capital développement**, 833 entreprises (87% des entreprises concernées) ont reçu 33,5% des montants alloués, 93 entreprises de 5 à 15 mil€ (26% des montants) et 34 entreprises plus de 15 millions€ (41% des montants).

Pour le **capital transmission**, 226 entreprises ont reçu moins de 15 millions€ (10% des montants alloués), 49 entreprises entre 15 et 100 millions (30%des montants) et 17 entreprises plus de 100 millions (60% des montants alloués)

Secteurs d'activité

Le marché des articles de sport en France a été en croissance en 2011 autour de +2% et 9,3 milliards d'euro de chiffre d'affaires. Chaussures de sport/loisirs et cycle ont été les rayons les plus dynamiques. L'activité du début d'année 2012 apparaît soutenue.

Communiqué de la Fédération professionnelle des sports et des loisirs avril 2012

Les chaussures de sport/loisir auraient progressé autour de 7%, notamment soutenues par les femmes. En revanche, au cours d'une année sans événement sportif majeur hormis la Coupe du monde de rugby, le rayon textile sport/loisir est resté atone.

Côté matériel destiné à la pratique, les ventes de vélos et de leurs accessoires se sont envolées autour de +5% (météo particulièrement favorables au printemps et en fin d'année et circuits spécialisés, prix moyen stimulée par une montée en gamme des vélos).

Le scénario n'a malheureusement pas été le même pour la saison de ski (difficultés d'enneigement et douceur météo, autour de -6% en stations).

Côté **circuits de distribution**, les spécialistes confortent leur position sur les non spécialistes avec une part de marché s'établissant à 78%. Si, sur un plan global, commerce intégré et commerce associé continuent de tirer l'activité avec la même vigueur autour de +2%, chez les non-spécialistes, dont l'activité ressort également en positif, ce sont les chaussures (autour de +8%) qui enregistrent la meilleure progression. En revanche, les grandes surfaces à dominante alimentaire ne parviennent pas à capter la progression du cycle et reculeraient d'environ 3%.

52 000 employeurs d'intermittents du spectacle au 3e trimestre 2011 pour 166 400 salariés intermittents

Pôle Emploi, mars 2012 « Les employeurs des salariés intermittents du spectacle, situation à fin septembre 2011 »

Les employeurs relèvent du champ d'application des annexes 8 et 10 de l'Assurance chômage dès lors qu'ils emploient, sous contrat à durée déterminée, au moins un salarié du spectacle (artistes du spectacle, ouvriers ou techniciens concourant au spectacle). Ces employeurs peuvent être classés en deux catégories selon leur activité principale : si le spectacle constitue leur activité principale ou leur objet (exploitation de lieux de spectacles, de parcs de loisirs ou d'attractions ; production de spectacles ; diffusion de spectacles...), ils sont identifiés comme employeurs des secteurs professionnels du spectacle; si le spectacle vivant ne constitue ni l'activité principale, ni l'objet, ils sont identifiés comme employeurs hors secteurs professionnels du spectacle .

Les salariés du spectacle concernés sont les ouvriers et techniciens du spectacle sous contrat de travail à durée déterminée exerçant l'une des fonctions limitativement énumérées et les artistes du spectacle sous contrat de travail à durée déterminée.

Au total, 51 870 employeurs des secteurs professionnels et hors secteurs professionnels ont employé au moins un salarié intermittent du spectacle au cours du 3^{eme} trimestre 2011 : en légère baisse du nombre d'employeurs avec -0,9%, **un nombre de contrats de l'ordre d'un millier**, un volume

d'heures travaillées de l'ordre de 28 à 30 000heures (selon les trimestres), et une masse salariale de l'ordre de 716 millions d'euros.

Le nombre des employeurs des secteurs professionnels s'élève à 20 405, soit 40% du total des employeurs, et progresse légèrement sur un an (+0,8%). **Ils emploient environ 80% du nombre total des salariés intermittents et versent un peu plus de 94% de la masse salariale totale**, pour 90% du volume total d'heures travaillées au cours du trimestre :

| | Nbre employeur | En % | Nbre de salariés | En % | Nbre hres travaillées | En % | Masse salariale en millions d'€ | En % |
|---|----------------|-------------|------------------|-------------|-----------------------|-------------|---------------------------------|-------------|
| Total | 51 870 | 100 | 166 372 | 100 | 28 632 | 100 | 716 | 100 |
| Secteurs professionnels | 20 405 | 39,3 | 153 697 * | 79,5 | 25 903 | 90,5 | 675 | 94,3 |
| Dont Spectacles vivants | 13 193 | 25,4 | | | 10 797 | 37,7 | 200 | 27,9 |
| Dont audio-visuel (Production audiovisuelle, cinéma, animation, distribution) | 5 653 | 10,9 | | | 14 108 | 49,3 | 458 | 64,0 |
| Dont hors champ spectacles | 1 559 | 3,0 | | | 998 | 3,5 | 17 | 2,4 |
| Employeurs hors champ professionnel | 31 465 | 60,7 | 34 097* | 20,5 | 2 729 | 9,5 | 41,4 | 5,7 |
| Dont association | 9 731 | 18,8 | | | 998 | 3,5 | 14,9 | 2,1 |
| Dont particulier | 8 618 | 16,6 | | | 273 | 1,0 | 4,0 | 0,6 |
| Dont HCR | 4 467 | 8,6 | | | 575 | 2,0 | 7,2 | 1,0 |
| Dont autres (administratif, sportif, médico-social, enseignement...) | 8 649 | 16,7 | | | 883 | 3,1 | 15,3 | 2,1 |

*Un salarié peut être compté deux fois s'il a travaillé pendant le même trimestre chez un employeur différent, mais il n'est compté qu'une fois dans la ligne total.

La production audio-visuelle est le secteur où la masse salariale (64% de la masse salariale) et les heures travaillées (mais seulement 49% des heures travaillées et donc une meilleure rémunération) sont les plus nombreux ; mais le nombre d'employeur y est moins nombreux que dans les spectacles vivants.

Noter le poids des employeurs hors champ professionnel employant tout de même 20% des salariés intermittents, mais comptant peu dans la masse salariale (5,7%) ou dans le nombre d'heures travaillées (9,5%) ; le nombre de contrat y est par contre important (177 819 à comparer à 761 pour le secteur professionnel).

Les ressources humaines et l'emploi

CAP : sa pertinence est maintenue comme atout pour entrer dans l'artisanat mais pas dans l'industrie, où il est relayé par les bac pro et les BTS

Bref du Cereq N° 295 « le CAP : disparition ou renaissance ? » base de données reflet, où les effectifs en CAP sont connus entre 1979 et 2009.

En 2011, Le CAP est le diplôme qui propose le plus grand nombre de spécialité, même si celles-ci sont en nette diminution (138 ont disparu depuis en 20 ans). **La part des effectifs en dernière année de formation parmi l'ensemble des diplômés de niveau V à III est passée de 49% à 19%, avec la mise en place des bac pro et du BTS;** mais ces changements diffèrent selon les secteurs d'activité :

-Les secteurs où les CAP demeurent très présents : le BTP, l'alimentation, la coiffure, les pressings...des jeunes à dominante masculine, issus de l'apprentissage notamment.

Plus de la moitié des diplômés de ces secteurs relèvent du CAP ; Le niveau V y est largement dominant (plus de 70% des effectifs) ; il s'agit de l'apprentissage par l'expérience de la maîtrise d'un savoir-faire basé sur l'acquisition d'un geste professionnel.

-Les secteurs où sa part a beaucoup diminué : l'industrie où le nombre de spécialités a diminué de moitié en 20 ans et les effectifs ont reculé de 80% ; il a été remplacé notamment par le BEP.

-Le tertiaire (notamment les métiers de la vente, ceux des services à la personne plus récents), où le nombre de spécialité a cru à la fin des années 90, mais où les effectifs ont chuté de moitié ; les jeunes y sont beaucoup plus des femmes, issues de la voie scolaire.

24% des apprentis appartiennent au BTP, un propos pour illustrer le texte précédent

CCCA-BTP « Tableau de bord de l'apprentissage dans le bâtiment et les travaux publics » édition 2010

En 2007/2008, le BTP compte 101 157 apprentis sur les 425 162 en place (24% des apprentis, 21% entre 2000 et 2005) ; en majorité ils sont de niveau V :

| | BTP | | Tous les apprentis | | % apprentis BTP |
|-----------------|---------|-------------|--------------------|-------------|-----------------|
| | Nombre | Répartition | Nombre | Répartition | |
| Niveau V | 79 396 | 78,5 | 239 294 | 56,3 | 33 |
| Niveau IV | 17 973 | 17,8 | 95 753 | 22,5 | 19 |
| Niveaux 1 à III | 3 788 | 3,7 | 90 115 | 21,2 | 4 |
| Total | 101 157 | 100,0 | 425 162 | 100,0 | 24 |

En 2008, le taux d'abandon est de 22%.

Ces apprentis représentent 12% des effectifs du bâtiment ; 78% réussissent leur examen.

74% sont au travail en février l'année qui suit la fin de leur apprentissage (70% pour l'ensemble des secteurs mais 57% dans les HCR et 61% dans l'alimentation).

17% des entreprises du BTP ont un jeune en cours d'apprentissage.

42% des jeunes sortis de l'école en 2007 étaient diplômés de l'enseignement supérieur ; 80% d'entre eux ont accédé à un emploi (le plus souvent en CDD) en moins de 6 mois. 3 ans après, près des ¾ sont au travail alors que 12% ont décroché.

Cereq « Quand l'école est finie : premiers pas dans la vie active d'une génération » enquête 2010

Parmi les 739 000 jeunes sortis de formation initiale en 2007, 42 % sont diplômés de l'enseignement supérieur (48% des femmes et 36% des hommes) mais 18 % ont quitté le système éducatif sans aucun diplôme (21% des hommes et 14% des femmes) ; 65% ont au moins un bac en poche :

| | Non diplômé | CAP BEP | Bac | Bac+2 | Licence | Master 1 | Master 2 | Ecoles commerce et ingénieurs | Doctorat | Total |
|--------|-------------|---------|--------|--------|---------|----------|----------|-------------------------------|----------|--------|
| Nombre | 133 000 | 126000 | 170000 | 118000 | 62000 | 25000 | 54000 | 34000 | 17000 | 739000 |
| % | 18 | 17 | 23 | 16 | 8 | 3 | 9 | 4 | 2 | 100 |

65 % des jeunes qui s'orientent vers la voie professionnelle après la classe de troisième ne dépassent pas le niveau bac. Le plus haut diplôme obtenu par les jeunes ayant emprunté la voie professionnelle est généralement un CAP ou un BEP (39 %) ou un bac professionnel (26 %). Rares sont ceux qui poursuivent jusqu'à un BTS ou un DUT (6 %), et seuls moins de 2 % obtiendront un diplôme de niveau licence et plus.

La voie professionnelle scolarise toujours davantage les élèves ayant connu des difficultés dès l'école primaire (plus de 80 % des élèves arrivés en retard en sixième ont suivi cette voie). Parmi les 116 000 bacheliers qui n'ont pas suivi d'études supérieures, 51 % sont des bacheliers professionnels, 36 % des bacheliers technologiques et seulement 13 % des bacheliers généraux.

27 % des enfants d'ouvrier sont diplômés du supérieur pour 69 % des enfants de cadre. Parmi les jeunes qui quittent le système éducatif sans diplôme, on compte cinq enfants d'ouvrier pour un

enfant de cadre, alors que les sorties sans diplôme sont très rares parmi les enfants de cadre (un jeune sur seize), ces derniers étant à près de 70 % diplômés de l'enseignement supérieur à la fin de leurs études.

Pour les jeunes issus de zone urbaine sensible, la situation est encore plus difficile que celles des enfants d'ouvrier (29 % sortent sans diplôme) :

| Situation du père à la sortie des études | Non diplômé | CAP BEP | Bac | Bac+2 | Licence | Master 1 | Master 2 | Ecoles commerce et ingénieurs | Doctorat | Importance de la CSP |
|--|-------------|---------|-----|-------|---------|----------|----------|-------------------------------|----------|----------------------|
| Ouvrier | 34 | 36 | 29 | 23 | 16 | 17 | 12 | 7 à 10 | 9 | 26 |
| Employé | 26 | 25 | 20 | 21 | 19 | 13 | 14 | 11 à 14 | 12 | 21 |
| Profession intermédiaire | 4 | 4 | 9 | 11 | 12 | 10 | 11 | 7 à 15 | 7 | 8 |
| Cadre | 7 | 7 | 16 | 21 | 28 | 32 | 44 | 48 à 49 | 54 | 19 |
| Autres (chef d'entreprise, inactif...) | 29 | 28 | 26 | 25 | 24 | 29 | 20 | 17 à 23 | 19 | 26 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Près de 80 % des jeunes accèdent à leur premier emploi en moins de 6 mois, dans 70 % des cas sur des emplois à durée déterminée ; près de la moitié (47 %) ont trouvé leur premier emploi en moins de trente jours après la fin de leurs études, et, après 6 mois de présence sur le marché du travail, 80 % ont été embauchés au moins une fois.

Mais les premiers emplois sont le plus souvent précaires : 31 % se réalisent sur des emplois à durée indéterminée), 16 % en missions d'intérim (au total 24% des sortants seulement auront connu l'intérim), 12 % dans le cadre de contrats aidés et 37 % des contrats saisonniers ou à durée déterminée et 4 % d'emplois non-salariés.

Plus le niveau de formation est élevé, plus le taux de premières embauches en CDI l'est (75% pour les sortants d'école d'ingénieurs, 52 % pour les écoles de commerce, 42% pour les doctorants); pour les sortants de l'enseignement secondaire, titulaires d'un CAP, d'un BEP ou d'un bac, la transition vers l'emploi s'effectue en règle générale via un CDD.

Quand il signe son premier contrat de travail, un jeune sur six (17 %) est embauché à temps partiel (25% pour les femmes et 34% si elles sont non diplômées).

En flux, les non diplômés et ceux de niveau CAP sont plus présents dans les secteurs des services aux particuliers, la construction et du commerce (pour les CAP, il faut ajouter l'industrie) ; les bac + 2 sont plus présents dans les domaines santé, industrie, services, commerce ; les 2 et 3ème cycles le sont dans les services aux entreprises, l'enseignement :

| | Nbre débutants | Poids du secteur | Non diplômé | CAP BEP | Bac | Bac+2 | 2 ou 3èmes cycles |
|------------------------------------|----------------|------------------|-------------|---------|-----|-------|-------------------|
| Industrie | 114 000 | 17 | 20 | 19 | 19 | 18 | 13 |
| Commerce | 105 500 | 16 | 14 | 17 | 25 | 13 | 10 |
| Services aux entreprises | 89 400 | 13 | 9 | 6 | 9 | 13 | 24 |
| Services aux particuliers | 86 200 | 13 | 18 | 17 | 15 | 10 | 7 |
| Santé et action sociale | 76 800 | 11 | 4 | 12 | 10 | 24 | 9 |
| construction | 63 200 | 9 | 17 | 18 | 8 | 6 | 4 |
| Education | 45 800 | 7 | 4 | 2 | 3 | 3 | 17 |
| Administration | 39 200 | 6 | 8 | 5 | 5 | 5 | 7 |
| Activité financières, immobilières | 24 100 | 4 | 1 | 1 | 3 | 6 | 6 |
| Transports | 16 800 | 3 | 2 | 3 | 3 | 3 | 2 |
| Agriculture, pêche, sylviculture | 12 600 | 2 | 3 | 2 | 3 | 1 | 1 |
| | 739 000 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Un jeune sur deux a connu au moins un épisode de chômage au cours de ses trois premières années d'activité. 34 % ont même passé plus de six mois dans cette situation. 62 % des jeunes qui

ont connu le chômage y ont été confrontés avant toute expérience d'emploi. Le groupe des jeunes non diplômés se démarque du reste de la génération : 56 % passent ainsi plus d'un an en recherche d'emploi après avoir quitté l'école quand ce n'est le cas que de 27 % des diplômés du secondaire et de 9 % des diplômés de l'enseignement supérieur.

| | Non diplômé | CAP BEP | Bac | Bac+2 | Licence | Master 1 | Master 2 | Ecoles commerce et ingénieurs | Doctorat | Moyenne |
|----------------|-------------|---------|-----|-------|---------|----------|----------|-------------------------------|----------|---------|
| Pas de chômage | 35 | 38 | 50 | 55 | 59 | 59 | 47 à 54 | 52 à 59 | 68 | 48 |
| De 1 à 5 mois | 10 | 16 | 20 | 22 | 20 | 16 | 23 à 26 | 22 à 25 | 13 | 18 |
| De 6 à 11 mois | 12 | 15 | 14 | 11 | 11 | 13 | 10 à 15 | 11 à 18 | 10 | 13 |
| Un an et plus | 43 | 31 | 16 | 12 | 10 | 12 | 10 à 15 | 5 à 8 | 9 | 21 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

7 trajectoires pendant les 3 premières années d'activité : Trois ans après l'entrée sur le marché de l'emploi, 72 % des jeunes travaillent.

- **Accès rapide et durable à l'emploi (58 % des jeunes concernés)** ; la quasi-totalité est en emploi à la date d'enquête, trois ans après la sortie de formation initiale. Les trois quarts ont déclaré au moins trente-trois mois d'emploi sur la période observée, sur un ou plusieurs emplois successifs ; 80 % ont accédé à leur premier emploi en moins de trois mois et les deux tiers ne déclarent aucun mois de chômage sur la période.

- **Accès différé à l'emploi après une période de chômage initial (7 %)** ; 95 % sont en emploi à la date d'enquête mais après un passage par une ou plusieurs périodes de chômage. La moitié a connu au moins six mois d'attente avant le premier emploi. Tous sont passés par au moins trois mois de chômage et la moitié a connu plus de douze mois de chômage.

- **Accès différé à l'emploi après une période d'inactivité ou de formation (5 %)** ; à la date d'enquête, 68 % sont en emploi et 23 % sont au chômage. 73 % déclarent avoir attendu au moins six mois avant leur premier emploi. Une partie des jeunes concernés est passée par des périodes d'inactivité (la moitié déclare au moins neuf mois d'inactivité) ; une autre partie, par des séquences de formation ou de reprises d'études (la moitié déclare au moins six mois en reprise d'études ou formation).

- **Décrochage de l'emploi (10 %)** ; Ce type de trajectoire est marqué par une ou plusieurs courtes périodes initiales d'emploi, avant d'évoluer vers un chômage dominant et, dans une moindre mesure, de l'inactivité. Trois ans plus tard, 67 % sont au chômage, 20 % en emploi et 12 % inactifs. Entre les deux, 85 % ont connu au moins six mois de chômage.

- **Inactivité durable (2 %)** : 90 % d'entre eux ont déclaré au moins vingt-trois mois d'inactivité sur la période, et 82 % ont connu tout au plus six mois d'emploi.

- **Formation ou reprise d'études après un passage sur le marché du travail (4 %)** avec deux sous-types : l'un marqué par un épisode de formation ou de reprise d'études au cours de la deuxième année suivant la sortie du système éducatif, après un court passage sur le marché du travail ; l'autre pour lequel il intervient au cours de la troisième année. En moyenne, 65 % des jeunes concernés ont déclaré douze mois d'emploi ou plus. À la date d'enquête, en 2010, 28 % sont en reprise d'études, 22 % en formation et 35 % occupent un emploi.

- **Reprise d'études ou formation de longue durée (5 %)** ; pour 48 % d'entre eux, la reprise d'études ou de formation a duré de douze à vingt-quatre mois ; pour les autres, c'est davantage. Sur la période, seuls 29 % ont été en emploi au moins sept mois. Trois ans après la sortie de formation initiale, 75 % des jeunes concernés poursuivent des études et 22 % sont en formation.

En trois ans, la moitié des jeunes ont occupé au moins 2 emplois dont 26 % au moins trois emplois ; 38 % en ont connu un seul. **Plus le niveau d'études est élevé, moins les jeunes changent d'emploi** (61 % des sortants des écoles de commerce et d'ingénieurs n'ont connu qu'un seul emploi).

La mobilité professionnelle est par ailleurs un levier important des progressions de salaire, mais permet surtout de rattraper de faibles rémunérations à l'embauche (en moyenne annuelle, les salaires augmentent de plus de 10 % par an pour ceux qui ont connu au moins trois changements d'emploi contre seulement 4,8 % pour ceux qui n'ont occupé qu'un seul emploi). Cette prime à la mobilité est particulièrement sensible pour les non-qualifiés et les titulaires d'un bac+4 ou d'un master.

Un tiers des jeunes qui travaillent restent employés, 3 ans après la sortie d'études, sur un emploi à durée déterminée (CDD). Cette proportion d'emploi précaire décroît avec le niveau de diplôme :

| | Non diplômé | CAP BEP | Bac | Bac+2 | Licence | Master 1 | Master 2 | Ecoles commerce et ingénieurs | Doctorat | Moyenne |
|-------------|-------------|---------|-----|-------|---------|----------|----------|-------------------------------|----------|---------|
| CDI | 39 | 55 | 52 | 68 | 72 | 68 | 68 à 72 | 89 à 92 | 60 | 61 |
| CDD | 55 | 40 | 42 | 26 | 25 | 27 | 19 à 28 | 7 à 0 | 27 | 34 |
| Non salarié | 6 | 5 | 6 | 6 | 3 | 5 | 4 à 9 | 1 à 2 | 13 | 5 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Trois ans après la fin de leurs études, 55 % des jeunes ont quitté le domicile de leurs parents, 34 % vivent en couple et 21 % habitent seuls. Si l'âge est une variable clef pour la décohabitation, le sexe et la situation professionnelle sont aussi déterminants ; moins de la moitié des jeunes hommes sont autonomes contre près de deux tiers des jeunes femmes ; celles-ci vivent beaucoup plus souvent en couple (44 % contre 24 %), quels que soient leur âge et leur niveau de diplôme. Ce phénomène est particulièrement marqué parmi les jeunes non diplômées (trois fois plus souvent en couple que leurs homologues masculins).

| | | Non diplômé | CAP BEP | Bac pro techno | Bac général | Bac+2 santé, social | Autres bac +2 | 2ème cycle | 3ème cycle | Moyenne |
|----------------------------|--------|-------------|---------|----------------|-------------|---------------------|---------------|------------|------------|---------|
| Age au moment de l'enquête | | 21 | 22 | 23 | 23 | 26 | 25 | 26 | 28 | 24 |
| Habitent chez les parents | Hommes | 83 | 67 | 61 | 59 | 14 | 46 | 28 | 13 | 55 |
| | Femmes | 60 | 56 | 46 | 48 | 13 | 31 | 17 | 11 | 36 |
| Vivent en couple | Hommes | 9 | 16 | 16 | 16 | 55 | 31 | 39 | 49 | 24 |
| | Femmes | 28 | 30 | 41 | 29 | 65 | 47 | 55 | 59 | 44 |
| Vivent seuls | Hommes | 8 | 17 | 19 | 25 | 31 | 25 | 33 | 38 | 21 |
| | Femmes | 12 | 14 | 13 | 23 | 22 | 22 | 27 | 30 | 20 |

À la sortie du système éducatif, de nombreux jeunes acceptent des emplois d'attente sans beaucoup de rapport avec leur formation et/ou leurs aspirations. Ces temps conduisent à une meilleure reconnaissance des qualifications. Entre la première embauche et l'emploi occupé en fin de troisième année de vie active, la part des jeunes occupant un emploi d'ouvrier non qualifié diminue de quatre points, celle des jeunes ayant accédé à des positions de cadre progresse de deux points et celle des professions intermédiaires de quatre points.

38% des immigrés travaillent dans les services, 20% dans le commerce et 12% dans la construction (certes 2 fois plus que les français dans ce secteur)

Infos migrants, ministère de l'intérieur N°39 'l'emploi et les métiers des immigrés »

Les immigrés en France représentent aujourd'hui 8,3 % de la population totale et 8,6 % de l'emploi (9 % des actifs, occupés ou au chômage) ; l'Algérie, le Maroc et le Portugal restent les premières nationalités d'origine des immigrés. Les immigrés, notamment les femmes, sont traditionnellement dans une situation plus fragile au regard de l'emploi que les Français de naissance en raison des obstacles qu'ils rencontrent sur le marché du travail (capital social insuffisant, difficultés linguistiques, problèmes de reconnaissance des diplômes et obstacles statutaires, discrimination,

etc.) avec des taux d'activité plus faibles et des taux de chômage plus élevés, même à niveau de diplôme équivalent. La conjoncture depuis 2008 les a néanmoins plus fortement affectés que les Français de naissance.

Largement recrutés comme employés non qualifiés ou comme ouvriers et manœuvres, les immigrés issus des pays tiers (mais aussi du Portugal) sont également **plus souvent travailleurs indépendants** et moins présents dans les professions intermédiaires et supérieures, à l'inverse de la majorité des ressortissants des États membres de l'Union européenne (surreprésentés dans les catégories socioprofessionnelles élevées). Le travail qualifié chez les immigrés s'est néanmoins accru en particulier chez les nouveaux arrivants.

Les immigrés sont présents dans les différents secteurs d'activité de notre économie, avec une tendance à **plus de présence dans la construction et les services aux entreprises** (intérim, sécurité et nettoyage), et moins dans le commerce :

| Structure De l'emploi | Services aux personnes | Commerce HCR Immobilier | Services aux Entreprises | Industrie | Construction | transports | Autres : agriculture Administration, finances... | Total |
|-----------------------|------------------------|-------------------------|--------------------------|-----------|--------------|------------|--|-------|
| Immigrés | 21,8 | 20,3 | 15,8 | 12,8 | 12,2 | 4,1 | 13,0 | 100 |
| Non immigrés | 24,2 | 16,2 | 10,8 | 14,6 | 6,3 | 4,3 | 23,6 | 100 |

Les activités seront détaillées dans 2 tableaux ci-après, où le sur lignage fait apparaître les secteurs où les immigrés sont les plus présents (en moyenne 9%) : tout d'abord les services (38% des immigrés et 35% des non immigrés)

| Activité | Services aux particuliers | | | | | | Services aux entreprises | | | | |
|--------------------------------|---------------------------|--------------|--------------------------------|-------|------|------|--------------------------|--------------------------|--------------|---------------------|------|
| | Services à la personne | Dont ménages | Récréatifs, culturels sportifs | Santé | Educ | Taxi | Services opérationnels | Dont Nettoyage, sécurité | Dont intérim | Conseil, assistance | R&D |
| Structure emploi : immigré | 3,4 | 2,4 | 1,8 | 11,2 | 5,4 | 0,5 | 9,8 | 4,8 | 3,3 | 5,3 | 0,7 |
| Structure emploi : non immigré | 1,8 | 0,7 | 1,6 | 13,1 | 7,7 | 0,1 | 4,7 | 1,1 | 2,0 | 5,5 | 0,6 |
| %immigré dans le secteur | 15,2 | 25,6 | 9,5 | 7,5 | 6,3 | 23,5 | 16,5 | 22 | 13,5 | 8,5 | 10,4 |

Puis le commerce (immigrés 18%, non immigrés 15%), l'industrie et la construction :

| Activité | Commerce | | | | | Construction | | Industrie | | | Total |
|--------------------------------|----------|--------|----------------------------|-------------------------|------|------------------|------------|------------------|-----------------|--------------------------------------|-------|
| | HCR | détail | Dont alimentation générale | Dont alimentaire marché | gros | Toutes activités | Dont maçon | Toutes activités | Dont imprimerie | Dont textile, habillement, chaussure | |
| Structure emploi : immigré | 7,5 | 7,3 | 0,4 | 0,1 | 3,6 | 12,2 | 3,4 | 12,8 | 1,2 | 1,0 | 100 |
| Structure emploi : non immigré | 3,4 | 7,6 | 0,1 | 0,1 | 4,0 | 6,3 | 0,9 | 14,6 | 0,4 | 0,4 | 100 |
| %immigré dans le secteur | 17,5 | 8,4 | 21,6 | 13,8 | 7,9 | 15,7 | 27,2 | 7,7 | 21,5 | 14,1 | 9 |

Les 10 métiers où les hommes immigrés sont les plus présents (entre 15 et 25% d'immigrés dans ces métiers) sont regroupés dans la construction et l'industrie textile (OQ et non qualifiés), dans la

politique et le clergé, dans la sécurité et le nettoyage (agents) et dans les HCR (employés, cuisiniers, agents de maîtrise et cadres).

Les 10 métiers où les femmes sont les plus présentes regroupent les employées de maison et agents de gardiennage et entretien (30 à 35% du secteur), et par ailleurs, entre 10 et 15% des secteurs, les formatrices, employées, cuisinières, cadres et patronnes des HCR, des agents d'entretien, des artisanes, des assistantes maternelles

La présence des immigrés est plus forte dans la région parisienne (38% des immigrés et 20% de l'emploi), la façade Est du pays et les régions méridionales (Paca, 9,1% de l'emploi immigré, Rhône-Alpes 9 %, Languedoc-Roussillon 8 %). À l'opposé, les départements de l'ouest de la France comptent très peu d'immigrés (Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie sont les régions où la présence des immigrés est la plus faible).

Les niveaux de diplôme des immigrés : 40% sans diplôme ou de niveau enseignement primaire, 21% diplômés de l'enseignement secondaire et 21% issus de l'enseignement supérieur (à comparer aux français, respectivement 21, 53 et 26%)

Infos migrations N° 37 « Diplômes et formations professionnelles des nouveaux migrants » ministère de l'intérieur. Source : les signataires du contrat d'accueil et d'intégration : 97 736 en 2009

Quid des nouveaux migrants en 2010 ? Les 2/3 viennent du Maghreb ou d'Afrique, 20% d'Asie et 12% d'Europe et des USA ; 73% ont entre 18 et 34 ans ; parmi les motifs, les mariages mixtes et la migration familiale dominant :

| | Conjoint de français | Migration familiale autre | Réfugiés | Migration professionnelle | Autres | Total |
|----------|----------------------|---------------------------|----------|---------------------------|--------|-------|
| Hommes | 33 | 29 | 16 | 15 | 7 | 100 |
| Femmes | 42 | 40 | 10 | 3 | 5 | 100 |
| Ensemble | 38 | 35 | 12 | 9 | 6 | 100 |

Les femmes sont plus diplômées que les hommes ; jusqu'à l'âge de 35 ans à l'arrivée, la part des peu diplômés est toujours inférieure pour les femmes et celle des hauts diplômés (diplôme de l'enseignement supérieur) toujours supérieure. Aux âges d'arrivée plus élevés, le niveau des femmes rejoint celui des hommes (regroupement familial). Pour les migrants admis au titre de la migration professionnelle, des écarts conséquents apparaissent où les femmes sont 36 % à être diplômées du supérieur (16 % pour les hommes) et 29 % peu diplômées (54 % pour les hommes) ; les femmes venues pour motif professionnel occupent généralement des emplois plus qualifiés que les hommes (22 % appartiennent à la catégorie « cadres et professions intellectuelles supérieures » ou « Professions intermédiaires » contre seulement 13 % des hommes).

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|---------------------------|-----------------|------------|-----------|-------|-----------------|------------|-----------|-------|
| | Aucun, primaire | secondaire | supérieur | total | Aucun, primaire | secondaire | supérieur | total |
| Conjoint de français | 33 | 47 | 20 | 100 | 25 | 38 | 37 | 100 |
| Autre migration familiale | 47 | 40 | 13 | 100 | 41 | 41 | 18 | 100 |
| Réfugiés | 42 | 42 | 16 | 100 | 48 | 41 | 11 | 100 |
| Migration professionnelle | 54 | 30 | 16 | 100 | 29 | 35 | 36 | 100 |
| Ensemble | 44 | 40 | 16 | 100 | 36 | 39 | 25 | 100 |

Plus de la moitié des migrants originaires d'Afrique subsaharienne sont sans diplôme ou diplômés de l'enseignement primaire, contre seulement 24 % pour les ressortissants d'Europe (hors Espace

économique européen et Suisse) de la Communauté des états indépendants (CEI) et d'Amérique. Ces derniers sont 40 % à être diplômés de l'enseignement supérieur, loin devant les Subsahariens (11 %).

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|-------------------------|-----------------|------------|-----------|-------|-----------------|------------|-----------|-------|
| | Aucun, primaire | secondaire | supérieur | total | Aucun, primaire | secondaire | supérieur | total |
| Maghreb | 39 | 44 | 17 | 100 | 35 | 37 | 28 | 100 |
| Afrique subsaharienne | 61 | 29 | 10 | 100 | 44 | 43 | 12 | 100 |
| Asie | 37 | 48 | 15 | 100 | 39 | 39 | 22 | 100 |
| Europe, CEI et Amérique | 38 | 37 | 25 | 100 | 16 | 34 | 50 | 100 |
| Autre Afrique | 33 | 43 | 24 | 100 | 42 | 44 | 14 | 100 |

Parmi les 20 000 nouveaux migrants titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur au moment de la migration (soit 21 % des nouveaux migrants), **plus des trois quarts n'ont pas demandé d'équivalence de leur diplôme en France en 2010** (mais près de la moitié ont l'intention de le faire prochainement) ; 20 % des diplômés du supérieur n'ayant pas demandé d'équivalence ne se sont pas renseignés sur cette possibilité.

Parmi les personnes qui ont fait une demande, 27 % n'ont eu aucune équivalence, **46 % ont bénéficié d'une équivalence** de même niveau ou de niveau inférieur et 27 % déclarent ne pas savoir quel type d'équivalence ils ont obtenu (en réalité cela correspond probablement à des demandes en cours de traitement).

Au total, depuis leur arrivée en France, 37 % des nouveaux migrants diplômés du supérieur ont fait les démarches nécessaires à la reconnaissance de leur diplôme étranger. La part des nouveaux migrants diplômés du supérieur qui ont obtenu la reconnaissance de leur diplôme s'élève à 15 %.

Entre l'arrivée en France et 2010, 19 500 nouveaux migrants ont poursuivi des études, soit 20 % de l'ensemble des nouveaux migrants ; en 2010, 42 % d'entre eux continuaient encore leur cursus, 39 % l'avaient terminé (sans nécessairement avoir obtenu un diplôme) et 19 % avaient abandonné leurs études.

En 2010, 92 % des nouveaux migrants, se déclaraient satisfaits de leur expérience en France.

Infos migrations N°38 « Les nouveaux migrants sont satisfaits de leurs premières années en France » ministère de l'intérieur

Un an plus tard, cette proportion s'élève à 93 %, avec respectivement 53 % et 40 % de personnes tout à fait satisfaites ou plutôt satisfaites ; **les personnes sont d'autant plus satisfaites que celles-ci travaillent** (en 2011, 95 % des actifs occupés se déclaraient satisfaits de leur expérience en France, contre 87 % des personnes au chômage). Les personnes venues dans le cadre de la migration professionnelle sont aussi plus souvent satisfaites.

La dégradation ressentie de l'expérience en France s'explique principalement par quatre raisons : les nouveaux migrants rencontrent des difficultés à trouver un emploi satisfaisant (45 %), des difficultés à trouver un logement satisfaisant (35 %), des complications dans leurs démarches administratives pour obtenir des papiers (31 %) ou bien encore se plaignent de la cherté de la vie (24 %). En outre, ils déclarent aussi que leur situation financière en 2011 est moins bonne qu'en 2010 (28%).

Près de six nouveaux migrants sur dix constatant une dégradation de leur situation en France sont des femmes (en forte majorité des femmes venues en France pour motif familial).

En 2010, un nouveau migrant sur quatre avait l'intention de faire venir d'autres membres de sa famille dans les prochains mois ; un an plus tard, seulement 21 % d'entre eux déclarent qu'ils sont effectivement venus et 41 % de ces nouveaux venus vivent dans le même logement que la personne interrogée. La non venue des membres de la famille découle essentiellement de la procédure et non d'un changement d'avis.

En 2010, 73 % des nouveaux migrants désiraient rester définitivement en France et 15 % n'avaient ni d'idée, ni de projet précis ; Un an plus tard, ces proportions s'élevaient respectivement à 78 % et 9 % ; ainsi, la moitié des nouveaux migrants indécis en 2010 souhaitent dorénavant rester en France. Plus de la moitié de ces derniers déclarent que c'est parce que leur vie est en France. La grande majorité (87%) des nouveaux migrants déclaraient en 2011 souhaiter demander, plus tard, la nationalité française.

Propos iconoclastes

Une nouvelle vision des jeunes

Le Nouvel Economiste du 12/04/2012 par Caroline Castets

La génération Z, natifs des années 1990, offre un portrait fait d'aspirations contradictoires et de valeurs paradoxales (goût marqué du collectif, loin de l'hyperindividualisme de leurs aînés, grande créativité, implication et surtout intégrité). Leur profil apparaît incompatible avec les logiques verticales traditionnelles et les cadres imposés.

Comme la génération précédente, ils sont accrocs aux réseaux sociaux, maîtrisent les nouvelles technologies ; ils manifestent une tendance marquée au questionnement permanent, et rejettent les formes classiques d'autorité et de leurs différentes expressions managériales. Moins attendus, en revanche, sont les associations des contraires (double tendance à la lucidité et à l'idéalisme) ; tout ceci place ces jeunes très loin devant ceux des générations précédentes en termes de maturité.

Ils sont extrêmement informés, conscients des réalités de l'entreprise et du monde du travail tout autant que des risques encourus par la planète. Ils sont très concernés par leur époque, le monde dans lequel ils vivent, son avenir, les menaces qui pèsent sur lui ; ils ne se voient pas en observateurs mais se placent dans l'action et donc un goût marqué pour le collectif.

« Finies, donc, les tendances à l'hyperindividualisme et les comportements mercenaires qui, dans les organisations, en étaient les premières manifestations. Avec les Z, l'heure est certes à la liberté, mais aussi – et c'est un autre paradoxe de cette génération – au lien, à l'engagement ». Ils ne s'impliquent vraiment dans le déroulé du cours qu'une fois qu'ils en sont devenus co-acteurs et y prennent part activement ; « alors seulement on les sent motivés, désireux d'apprendre et de participer et on parvient à d'excellents résultats car ils ont une réserve de créativité considérable et beaucoup d'enthousiasme. » Une condition toutefois, respecter leur autonomie.

Mais le contact direct est perçu comme trop risqué et vécu comme une source potentielle de confrontation, surtout lorsque celui-ci impose de côtoyer de près une différence marquée ; ils ont difficulté à s'inscrire dans la notion d'altérité.

Ajoutons le poids de l'affect qui s'est affirmé au cours des dernières années, une tendance à l'hypersensibilité (toute remarque ou demande de remise en question sera potentiellement perçue comme une attaque personnelle) et l'impératif consistant à faire de la relation de confiance une base du contrat entreprise-salarié. Ces nouveaux collaborateurs étant "plus informés, moins crédules, moins naïfs", ils requièrent "plus d'authenticité dans les modes managériaux. "Sur le plan de la confiance réciproque ils ont une forme réelle d'intransigeance : l'entreprise ne doit pas les décevoir".